Volume 2

COMPTES PUBLICS 2011 2012

Revenus, crédits, dépenses et investissements du fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2012

Québec

COMPTES PUBLICS 2011-2012

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS

FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2012

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances
et Économie
Québec

Comptes publics 2011-2012 – Volume 2

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Novembre 2012

ISSN 0706-2869 (Imprimé)
ISSN 1925-1815 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2012

NOTES EXPLICATIVES ET DÉFINITIONS

CONTENU DU VOLUME

Le volume 2 se divise en trois sections.

Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne, les ministères et les organismes budgétaires de l'Administration gouvernementale. De plus, ces deux sections rendent compte également des revenus du fonds consolidé du revenu liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux et les fonds d'amortissement.

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Sections 1 et 2

Aux fins de présentation, le terme « portefeuille » désigne l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation « Revenu ») ou l'ensemble des programmes d'un ministère et des organismes budgétaires sous la responsabilité d'un ministre.

La comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts est conforme aux conventions comptables adoptées par le Conseil du trésor, lesquelles sont énoncées à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement (section 2 du volume 1 des comptes publics). De plus, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (L.R.Q., c. A-7.003), les revenus administrés par l'Agence sont réduits des créances douteuses afférentes.

La section 1 présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts. Elle inclut également le Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et de l'état de l'emploi des crédits.

La section 2 présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts. Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés par une loi particulière que le Parlement n'a pas à voter. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au *Budget de dépenses 2011-2012* et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et des autres coûts supérieurs.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés et les dépenses et les autres coûts présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- les transferts présentés par objets d'aide et genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial présentés par catégories.

Les données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012, soit principalement :

- L'intégration du portefeuille « Services gouvernementaux » au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale », en raison du regroupement de leurs activités en 2011-2012;

- L'exclusion des dépenses du portefeuille « Revenu », en raison de la création de l'Agence du revenu du Québec qui s'est substituée au ministère du Revenu. Les services rendus par l'Agence sont rétribués par le Fonds relatif à l'administration fiscale.

Section 3

La section 3 présente des informations financières sommaires sur chacun des fonds spéciaux et des fonds d'amortissement : revenus, dépenses, actif, passif, et solde du fonds.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances et de l'Économie (www.finances.gouv.qc.ca).

NOTES EXPLICATIVES ET DÉFINITIONS (suite)

DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS[1]

SUPERCATÉGORIES

- *Rémunération*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses ou les coûts engagés dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur, notamment, la contribution aux régimes de retraite, au régime des rentes du Québec, au Fonds des services de santé et à l'assurance-emploi.

- *Fonctionnement*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses ou les coûts engagés dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert et d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

- *Créances douteuses et autres provisions*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

- *Transfert*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement.

- *Affectation à un fonds spécial*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues pour un fonds spécial, assumées en tout ou en partie par le ministère ou l'organisme budgétaire qui l'administre. Elle inclut notamment, les dépenses de rémunération, de fonctionnement et le coût du service de la dette du fonds spécial.

- *Service de la dette*
  Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

- *Immobilisations*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- *Prêts, placements, avances et autres*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les paiements pour l'acquisition de stocks et les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

---

[1] Source : SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, volume 9, chapitre 2; Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés

---

DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

CATÉGORIES

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes :

- Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.
- Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.
- Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.
- Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert - Rémunération », « Transfert - Fonctionnement », « Transfert -Capital » et « Transfert - Intérêt ».
- Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées à un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme, géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services.

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et de l'état de l'emploi des crédits 1

Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts 2

Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux et les fonds d'amortissement 3

Section 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET DE L'ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET DE L'ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Sommaire des revenus par catégories 1-2

Sommaire des revenus divers et des revenus de transferts du gouvernement fédéral 1-2

Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses 1-4

Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et de l'état de l'emploi des crédits 1-6

Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles 1-8

Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions 1-12

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses 1-32

Sommaire des dépenses de transfert 1-40

Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial 1-42

Sommaire de la rémunération par supercatégories 1-43

ARRONDISSEMENTS

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	2-19	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire			4 917
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			14 404
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	2-51	Conseil exécutif			
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine			
8	2-70	Développement durable, Environnement et Parcs			4 592
9	2-79	Développement économique, Innovation et Exportation			1 453
10	2-88	Éducation, Loisir et Sport			2
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale			
12	2-111	Famille et Aînés			12 061
13	2-120	Finances	6 246 090		
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles			60 703
15	2-138	Justice			1 293
16	2-149	Relations internationales			
17	2-155	Ressources naturelles et Faune			370 755
18	2-165	Revenu	22 874 116	14 418 548	54 642
19	2-167	Santé et Services sociaux			1 754
20	2-178	Sécurité publique			36 410
21	2-194	Transports			39 835
22	2-203	Travail			
			29 120 205	**14 418 548**	**602 820**

(A) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises. De cette somme, des dividendes de 4 154 186 ont été versés au fonds consolidé du revenu.

(B) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012 (le détail est présenté aux notes explicatives à la page i). Les données du portefeuille «Revenu» tiennent compte également du retraitement effectué pour refléter, d'une part, la réduction des revenus fiscaux de la variation de la provision pour créances douteuses, conformément à la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (L.R.Q., c. A-7.003) et, d'autre part, les virements de revenus au Fonds relatif à l'administration fiscale pour la rétribution des services de cette Agence, en vertu de cette même loi.

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail page		Revenus divers et autres rentrées	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	5 628	5 382
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	735	
3	2-19	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	8 154	
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	11 403	8 894
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	7 512	436
6	2-51	Conseil exécutif	230	54
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine	11 496	10 816
8	2-70	Développement durable, Environnement et Parcs	11 289	3 556
9	2-79	Développement économique, Innovation et Exportation	48 368	480
10	2-88	Éducation, Loisir et Sport	40 631	46
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale	100 871	207
12	2-111	Famille et Aînés	1 025	
13	2-120	Finances	239 399	(141)
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles	10 382	7 417
15	2-138	Justice	175 283	
16	2-149	Relations internationales	864	588
17	2-155	Ressources naturelles et Faune	25 902	2 169
18	2-165	Revenu	698 489	
19	2-167	Santé et Services sociaux	238 238	229 114
20	2-178	Sécurité publique	17 231	9 407
21	2-194	Transports	8 000	1 904
22	2-203	Travail	2 465	2 423
			1 663 594	**282 751**

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement (A)	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement fédéral	Total des revenus 2012	Total des revenus 2011 (B)	
246		246		246	47	1
735		735		735	834	2
8 154		13 071		13 071	5 820	3
2 509		16 913		16 913	18 346	4
7 075		7 075		7 075	6 697	5
176		176		176	468	6
680		680		680	521	7
7 733		12 325		12 325	9 932	8
47 888		49 340		49 340	7 950	9
40 585		40 587	119 257	159 844	148 978	10
100 664		100 664	763 780	864 443	892 981	11
1 025		13 086		13 086	13 177	12
239 541	4 749 352	11 234 983	13 945 543	25 180 526	25 223 710	13
2 965		63 668	283 102	346 770	332 535	14
175 283		176 576	30 561	207 136	198 536	15
276		276		276	226	16
23 733		394 488		394 488	361 407	17
698 489		38 045 795		38 045 795	35 053 501	18
9 124		10 878	82 815	93 693	264 982	19
7 824		44 234	17 632	61 865	49 248	20
6 097		45 932	342	46 274	61 318	21
42		42		42	25	22
1 380 843	**4 749 352**	**50 271 769**	**15 243 032**	**65 514 801**	**62 651 240**	

= Revenus divers	Total des transferts du gouvernement fédéral	− Comptes à fin déterminée	= Transferts du gouvernement fédéral	
246				1
735				2
8 154	226 857	226 857		3
2 509	166 479	166 479		4
7 075				5
176				6
680	21 324	21 324		7
7 733	534	534		8
47 888	27 070	27 070		9
40 585	194 351	75 093	119 257	10
100 664	773 820	10 040	763 780	11
1 025				12
239 541	14 409 093	463 550	13 945 543	13
2 965	283 102		283 102	14
175 283	31 046	485	30 561	15
276				16
23 733	127	127		17
698 489				18
9 124	90 239	7 424	82 815	19
7 824	74 414	56 782	17 632	20
6 097	8 529	8 187	342	21
42				22
1 380 843	**16 306 985**	**1 063 954**	**15 243 032**	

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

		Budget de dépenses (A)	Prévisions de dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Crédits initiaux (C)
			(-)	=
1	Assemblée nationale	116 128	4 836	111 292
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	77 641	1 893	75 748
3	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 764 544	1 863	1 762 681
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 071 269	17 353	1 053 915
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 004 529	1 466	1 003 063
6	Conseil exécutif	371 059	751	370 308
7	Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	678 887	5 428	673 458
8	Développement durable, Environnement et Parcs	204 144	12 070	192 074
9	Développement économique, Innovation et Exportation	892 708	2 550	890 158
10	Éducation, Loisir et Sport	15 541 103	23 997	15 517 106
11	Emploi et Solidarité sociale	4 255 911	1 265	4 254 646
12	Famille et Aînés	2 388 075	7 638	2 380 437
13	Finances (excluant le service de la dette)	175 994	1 155	174 839
14	Immigration et Communautés culturelles	306 809	2 560	304 250
15	Justice	696 478	9 134	687 344
16	Relations internationales	111 661	3 978	107 683
17	Ressources naturelles et Faune	546 501	16 164	530 337
18	Santé et Services sociaux	29 140 502	1 841	29 138 661
19	Sécurité publique	1 171 397	18 311	1 153 086
20	Tourisme	138 623		138 623
21	Transports	869 489	19 045	850 444
22	Travail	32 707	536	32 172
	Total des programmes	61 556 157	153 835	61 402 322
	Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)			
	Finances (service de la dette)	7 794 000	(17 000)	7 811 000
	Total	**69 350 157**	**136 835**	**69 213 322**

(A) Selon les données du Budget de dépenses 2011-2012 déposé le 17 mars 2011, ajustées des reports de crédits de l'année financière 2010-2011.

(B) Ces prévisions incluent des dépenses d'amortissement de 153 835 et une réduction de 17 000 du service de dette en raison d'un excédent prévu des revenus de placements imputés à l'encontre de ce dernier.

(C) Les crédits initiaux sont constitués des crédits présentés dans le Budget de dépenses 2011-2012 déposé le 17 mars 2011 et de ceux votés au cours d'années antérieures (reports de crédits et crédits votés pour plus d'un an).

(D) Les variations de crédits découlent de crédits supplémentaires (autorisés par des lois ou générés par des mesures de crédits au net et d'utilisation de produits d'aliénation), de virements, de transferts de juridiction et des crédits permanents pour couvrir des dépenses supérieures à celles prévues au Budget de dépenses 2011-2012. Les transferts de juridiction résultent de transferts de responsabilité entre portefeuilles.

(E) Ces dépenses représentent des dépenses d'amortissement de 198 446, une réduction de 11 970 du service de dette en raison d'un excédent des revenus de placements imputés à l'encontre de ce dernier et la consommation de stocks pour 4 148 (aux ministères Santé et Services sociaux et Transports).

Variations de crédits [D] +,(-)	Crédits autorisés de dépenses =	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits [E] +	Dépenses =	
(1 141)	110 151	109 576	4 981	114 557	1
4 180	79 929	72 417	1 560	73 978	2
3 223	1 765 904	1 710 761	3 147	1 713 908	3
11 195	1 065 111	1 047 487	13 132	1 060 619	4
(320 118)	682 945	653 211	11 426	664 636	5
(7 801)	362 507	336 628	626	337 254	6
5 126	678 584	678 560	3 247	681 807	7
13 434	205 507	204 850	14 465	219 315	8
34 575	924 733	895 107	1 013	896 120	9
181 225	15 698 330	15 553 026	20 177	15 573 203	10
77 977	4 332 623	4 320 890	124	4 321 014	11
42 071	2 422 508	2 418 603	8 557	2 427 160	12
(21 083)	153 755	111 737	1 011	112 748	13
(127 799)	176 450	165 524	3 406	168 929	14
59 031	746 375	745 830	39 605	785 436	15
6 988	114 671	114 404	3 757	118 161	16
75 593	605 930	605 746	25 361	631 107	17
370 588	29 509 249	29 339 738	1 630	29 341 368	18
104 753	1 257 839	1 257 105	16 022	1 273 127	19
4 032	142 655	142 655		142 655	20
311	850 755	776 955	29 033	805 989	21
9 147	41 319	39 379	311	39 690	22
525 509	61 927 830	61 300 188	202 593	61 502 781	
2 016	2 016	2 016		2 016	
2 097	7 813 097	7 357 574	(11 970)	7 345 604	
529 622	**69 742 943**	**68 659 778**	**190 624**	**68 850 401**	

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET DE L'ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2012

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits qui donnent lieu à des crédits votés et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois qui donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au *Budget de dépenses 2011-2012*. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent alors périmés, à l'exception des reports de solde à l'année 2012-2013 autorisés selon les conditions décrites au *Budget de dépenses 2011-2012*. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2012 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts contractés.

Le sous-ministre des Finances et de l'Économie,

Luc Monty

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 19 octobre 2012

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET DE L'ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Votés		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		117 143		116 387			756
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	43 578	39 319	41 338	32 755	1 173	1 066	6 564
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	3 700 813	393	3 635 698	393	1 751	63 363	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 109 134	25	1 076 966	11	296	31 872	14
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 780 040	355 436	1 751 218	331 769	106	28 716	23 667
Conseil exécutif	361 914	2 309	335 134	2 309	2 234	24 546	
Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	730 966	10	730 942	10		24	
Développement durable, Environnement et Parcs	266 439	115	265 740	66	111	587	49
Développement économique, Innovation et Exportation	930 021	973	899 254	447		30 768	526
Éducation, Loisir et Sport	14 866 221	1 073 876	14 713 191	1 042 555	4 089	148 942	31 321
Emploi et Solidarité sociale	4 326 426	8 957	4 312 153	8 957	11 204	3 070	
Famille et Aînés	2 502 552	11 806	2 492 908	11 636	1 235	8 409	170
Finances (excluant le service de la dette)	130 999	25 362	88 362	24 368	2 135	40 501	993
Immigration et Communautés culturelles	188 371	10	167 318	10	2 128	18 926	
Justice	596 947	179 282	596 947	178 738		1	544
Relations internationales	132 742	944	129 565	944	77	3 099	
Ressources naturelles et Faune	637 907	15 830	637 799	15 755		109	75
Santé et Services sociaux	17 716 678	11 975 430	17 552 722	11 967 229	360	163 596	8 201
Sécurité publique	1 226 467	53 104	1 224 197	53 090	300	1 970	14
Tourisme	142 645	10	142 645	10			
Transports	938 963	250	815 651	71	15 808	107 505	179
Travail	40 462	2 866	37 911	1 501	117	2 434	1 364
	52 370 285	13 863 448	51 647 659	13 789 010	43 123	679 503	74 438
Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)	2 016		2 016				
Finances (service de la dette)	2 097	7 811 000	2 097	7 355 477			455 523
	52 374 398	**21 674 448** (1)	**51 651 772**	**21 144 487** (1)	**43 123**	**679 503**	**529 961** (1)
Dépenses (2)	48 077 799	21 665 144	47 524 779	21 136 424	43 123	509 897	528 720
Prêts, placements, avances et autres	3 854 992	109	3 825 609	15		29 383	94
Immobilisations	441 607	9 195	301 384	8 048		140 223	1 147
	52 374 398	**21 674 448** (1)	**51 651 772**	**21 144 487** (1)	**43 123**	**679 503**	**529 961** (1)

(1) Crédits permanents.

	Crédits autorisés	Crédits utilisés	Crédits non utilisés
Prévus dans le Budget de dépenses 2011-2012	20 992 675	20 462 714	529 961
Non prévus dans le Budget de dépenses 2011-2012	681 773	681 773	
	21 674 448	**21 144 487**	**529 961**

(2) Les dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédits (l'amortissement d'immobilisations pour 198 446, une réduction du service de dette en raison d'un excédent des revenus de placements imputés à l'encontre de ce dernier et la consommation de stocks pour 4 148) ainsi que les variations à la baisse de provisions pour 1 425.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail page		CRÉDITS		=	CRÉDITS INITIAUX	
			Dépenses	Investis-sements (A)	Votés et permanents +	Déjà votés	
						Reports +	Votés sur plus d'un an +
1	2-4	Assemblée nationale	111 292	6 911	118 203		
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	75 748	2 898	77 890	756	
3	2-20	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 762 681	1 935 300	3 696 327	1 654	
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 053 915	47 639	1 098 653	2 902	
5	2-42	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 003 063	1 538 945	2 541 904	104	
6	2-52	Conseil exécutif	370 308	1 646	369 658	2 296	
7	2-62	Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	673 458	20 904	693 339	1 023	
8	2-72	Développement durable, Environnement et Parcs	192 074	52 767	244 750	91	
9	2-80	Développement économique, Innovation et Exportation	890 158	6 262	893 808	2 611	
10	2-90	Éducation, Loisir et Sport	15 517 106	155 101	15 672 207		
11	2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 254 646	2 760	3 978 405		279 000
12	2-112	Famille et Aînés	2 380 437	27 558	2 191 790	1 205	215 000
13	2-124	Finances (excluant le service de la dette)	174 839	2 605	175 279	2 165	
14	2-132	Immigration et Communautés culturelles	304 250	11 886	313 229	2 907	
15	2-140	Justice	687 344	33 821	721 165		
16	2-150	Relations internationales	107 683	19 085	126 768		
17	2-158	Ressources naturelles et Faune	530 337	64 316	594 652		
18	2-168	Santé et Services sociaux	29 138 661	4 699	29 143 360 (1)		
19	2-180	Sécurité publique	1 153 086	44 904	1 189 493	8 496	
20	2-188	Tourisme	138 623		138 623		
21	2-196	Transports	850 444	88 457	918 013	20 889	
22	2-204	Travail	32 172	2 009	33 505	676	
		Total des programmes	61 402 322	4 070 472	64 931 020	47 774	494 000
	2-62	Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)					
	2-124	Finances (service de la dette)	7 811 000		7 811 000		
		Total des dépenses (a)	**69 213 322**	**4 070 472**	**72 742 020**	**47 774**	**494 000**
		(a) Votés	48 244 495	4 061 383	51 764 104 (2)	47 774	494 000
		Permanents	20 968 826	9 089	20 977 916 (1)		
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
		Ajustements négatifs de provisions					

(A) Les investissements comprennent les acquisitions d'immobilisations et de placements, les prêts, les avances ainsi que d'autres coûts assumés.

(1) Les crédits initiaux incluent des crédits permanents évalués à 6 047 000 en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(2) Les crédits votés ont été autorisés par les lois suivantes :

Loi nº 1 sur les crédits, 2011-2012 (L.Q., 2011, c.3)	16 412 219
Loi nº 2 sur les crédits, 2011-2012 (L.Q., 2011, c.4)	35 351 885
	51 764 104

Crédits initiaux totaux	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés (montants reportés à la page suivante)	
	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres				
=	+	+	+	+, (-)	+, (-)	=	
118 203			(1 060) (3)			117 143	1
78 646			4 211 (4)	40		82 897	2
3 697 981	2 317			525	383	3 701 205	3
1 101 554	7 307	14		282	1	1 109 159	4
2 542 008				(419 771)	13 239	2 135 476	5
371 954				(8 945)	1 214	364 223	6
694 362				36 614		730 976	7
244 841	4 517	49		17 115	31	266 554	8
896 420				34 546	29	930 995	9
15 672 207				212 662	55 228	15 940 097	10
4 257 405	3 661			70 870	3 448	4 335 384	11
2 407 995			11 546 (5)	94 776	41	2 514 357	12
177 444				(40 083)	19 000	156 360	13
316 136	45 451			(173 206)		188 381	14
721 165	671			42 332	12 061	776 229	15
126 768				6 084	834	133 686	16
594 652	4 117			44 252	10 716	653 737	17
29 143 360				31 856	516 893 (6)	29 692 108	18
1 197 990	477			32 449	48 656	1 279 571	19
138 623				4 032		142 655	20
938 901				311		939 213	21
34 181				9 147		43 328	22
65 472 794	68 520	63	14 697	(4 113)	681 773	66 233 733	
				2 016		2 016	
7 811 000				2 097		7 813 097	
73 283 794	**68 520**	**63**	**14 697**		**681 773** (7)	**74 048 846**	
52 305 879	68 520					52 374 398	
20 977 916		63	14 697 (3), (4), (5)		681 773	21 674 448	

(3) La prévision au Budget de dépenses 2011-2012 a été révisée à la baisse de 1 060, conformément à la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1) et à la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-52.1).

(4) La prévision au Budget de dépenses 2011-2012 a été révisée à la hausse de 4 211, conformément à la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3).

(5) La prévision au Budget de dépenses 2011-2012 a été révisée à la hausse de 11 546, conformément au décret 726-2003 adopté en vertu de la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

(6) Les autres crédits permanents incluent 199 090 relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions.

(7) Les autres crédits permanents représentent l'écart entre les crédits finaux et ceux prévus dans le Budget de dépenses 2011-2012.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail page		Crédits autorisés (montants reportés)	CRÉDITS NON UTILISÉS			Ajustements négatifs de provisions
				Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
			+	(-)	(-)	(-)	(-)
1	2-4	Assemblée nationale	117 143			756	
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82 897	19	1 173	7 611	
3	2-20	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	3 701 205	30 999	1 751	32 364	
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 109 159	14 760	296	17 126	1 425
5	2-42	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 135 476	119	106	52 263	
6	2-52	Conseil exécutif	364 223	11 033	2 234	13 512	
7	2-62	Culture, Communications et Condition féminine (excluant le service de la dette)	730 976			24	
8	2-72	Développement durable, Environnement et Parcs	266 554	546	111	91	
9	2-80	Développement économique, Innovation et Exportation	930 995	29 100		2 194	
10	2-90	Éducation, Loisir et Sport	15 940 097		4 089	180 263	
11	2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 335 384		11 204	3 070	
12	2-112	Famille et Aînés	2 514 357	1 632	1 235	6 946	
13	2-124	Finances (excluant le service de la dette)	156 360	13 624	2 135	27 870	
14	2-132	Immigration et Communautés culturelles	188 381	8 797	2 128	10 128	
15	2-140	Justice	776 229			545	
16	2-150	Relations internationales	133 686		77	3 099	
17	2-158	Ressources naturelles et Faune	653 737			184	
18	2-168	Santé et Services sociaux	29 692 108	160 880	360	10 918	
19	2-180	Sécurité publique	1 279 571	419	300	1 565	
20	2-188	Tourisme	142 655				
21	2-196	Transports	939 213	50 612	15 808	57 071	
22	2-204	Travail	43 328	473	117	3 325	
		Total des programmes	66 233 733	323 015	43 123	430 926	1 425
	2-62	Culture, Communications et Condition féminine (service de la dette)	2 016				
	2-124	Finances (service de la dette)	7 813 097			455 523	
		Total des dépenses (a)	**74 048 846**	**323 015**	**43 123**	**886 449**	**1 425**
	(a)	Votés	52 374 398	323 015	43 123	356 489	
		Permanents	21 674 448			529 961	
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
		Ajustements négatifs de provisions					

(B) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012 (le détail est présenté aux notes explicatives à la page i).

INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		
Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations			2012	2011 (B)	
(-)	(-)	=	+	=		
14	6 797	109 576	4 981	114 557	113 497	1
	1 676	72 417	1 560	73 978	70 298	2
1 917 722 (8)	7 607	1 710 761	3 147	1 713 908	1 655 696	3
121	27 944	1 047 487	13 132	1 060 619	1 057 446	4
1 419 052 (9)	10 724	653 211	11 426	664 636	868 062	5
72	743	336 628	626	337 254	321 659	6
797	51 594	678 560	3 247	681 807	659 322	7
13	60 943	204 850	14 465	219 315	227 854	8
3 158	1 436	895 107	1 013	896 120	792 958	9
198 363 (10)	4 357	15 553 026	20 177	15 573 203	15 195 065	10
121	100	4 320 890	124	4 321 014	4 290 105	11
72 801 (11)	13 140	2 418 603	8 557	2 427 160	2 262 357	12
	994	111 737	1 011	112 748	90 904	13
127	1 676	165 524	3 406	168 929	175 196	14
5	29 849	745 830	39 605	785 436	723 170	15
1 106	14 999	114 404	3 757	118 161	119 624	16
33 667 (12)	14 140	605 746	25 361	631 107	682 550	17
178 160 (13)	2 053	29 339 738	1 630	29 341 368	28 514 017	18
22	20 161	1 257 105	16 022	1 273 127	1 171 683	19
		142 655		142 655	140 365	20
303	38 463	776 955	29 033	805 989	808 249	21
	34	39 379	311	39 690	38 975	22
3 825 624	309 432	61 300 188	202 593	61 502 781	59 979 052	
		2 016		2 016		
		7 357 574	(11 970)	7 345 604	7 084 062	
3 825 624	**309 432**	**68 659 778**	**190 624**	**68 850 401**	**67 063 113**	
3 825 609	301 384	47 524 779		47 524 779	46 602 504	
15	8 048	21 136 424		21 136 424	20 331 324	
			186 476	186 476	140 354	
			4 147	4 147	13 578	
		(1 425)		(1 425)	(24 647)	

(8) Cette somme inclut 1 917 721 pour inscrire à la dette nette les coûts relatifs au transfert le 1er juillet 2011 de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux à ce ministère.

(9) Cette somme inclut 1 419 047 pour assumer l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

(10) Cette somme inclut 91 310 pour assumer l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

(11) Cette somme inclut 72 800 pour assumer l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

(12) Cette somme inclut 33 666 pour assumer l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

(13) Cette somme inclut 165 031 pour assumer l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011, ainsi que 13 127 relatifs à l'acquisition de stocks.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Portefeuille: Santé et Services sociaux							
Fonctions nationales	2-168	546 307					
Permanents		438					
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonctions régionales	2-168	17 125 432					
Permanents		3 777 712					
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Office des personnes handicapées du Québec	2-170	13 083					
Ne nécessitant pas de crédits							
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-170						
Permanents		7 680 388					
Total du portefeuille		29 143 360					
TOTAL DE LA MISSION		**29 143 360**					
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Charte de la langue française	2-64	27 495	671				
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec (1)	2-62	93 586	98				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-62	564 600					
Total du portefeuille		685 692	769				

(A) Les composantes des sommes présentées dans ces postes sont détaillées dans les tableaux « Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories » de la section 2 de ce volume.

(B) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012 (le détail est présenté aux notes explicatives à la page i).

(1) La portion correspondant au « service de dette » dans ce programme est incluse dans la mission « service de dette », présentée à la page 1-30.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investis-sements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2012	2011 (B)
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
3 010		549 317	24 850	1 967	522 500		522 500	482 450
	39	477	212		264		264	236
						925	925	711
28 820		17 154 252	138 610	178 159	16 837 484		16 837 484	16 609 399
	251 582	4 029 294			4 029 294		4 029 294	3 925 089
						562	562	7 113
25		13 108	496	87	12 526		12 526	12 641
						143	143	151
	265 272	7 945 660	7 989		7 937 670		7 937 670	7 476 228
31 856	516 893	29 692 108	172 157	180 213	29 339 738	1 630	29 341 368	28 514 017
31 856	**516 893**	**29 692 108**	**172 157**	**180 213**	**29 339 738**	**1 630**	**29 341 368**	**28 514 017**
(2 736)		25 431		182	25 248		25 248	23 649
						224	224	227
4 456		98 140		52 209	45 930		45 930	42 600
		10			10		10	10
						2 981	2 981	1 495
32 943		597 543			597 543		597 543	578 518
34 663		721 123	1	52 392	668 731	3 205	671 936	646 498

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE (suite)							
Portefeuille: Éducation, Loisir et Sport							
Administration et consultation	2-90	151 976					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Aide financière aux études	2-92	677 772					
Permanents		6 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Développement du loisir et du sport	2-94	63 745					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	2-92	8 786 542					
Enseignement supérieur	2-94	4 949 320					
Formation en tourisme et hôtellerie	2-90	24 204					
Régimes de retraite	2-96						
Permanents		1 012 638					
Total du portefeuille		15 672 207					
Portefeuille: Immigration et Communautés culturelles							
Immigration, intégration et communautés culturelles	2-132	312 392	2 881		45 451		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		312 401	2 881		45 451		
TOTAL DE LA MISSION		**16 670 299**	**3 650**		**45 451**		
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT							
Portefeuille: Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire							
Développement des régions et ruralité	2-22	114 815					
Habitation	2-22	454 369					
Modernisation des infrastructures municipales	2-20	2 296 313	31				
Promotion et développement de la métropole	2-20	130 420					
Permanents							
Total du portefeuille		2 995 917	31				

(2) La variation s'explique par un ajustement à la baisse, en 2010-2011, de la valeur de provision pour créances douteuses.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investis-sements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2012	DÉPENSES 2011 (B)
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(5 586)		146 390	21 370	3 189	121 831		121 831	127 022
		10			10		10	10
						17 915	17 915	17 151
(362)		677 410	28 583	108 221	540 606		540 606	508 592
	37 475	43 475			43 475		43 475 (2)	
						2 263	2 263	4 712
							(2)	(18 858)
(1 000)		62 745	126		62 619		62 619	63 460
51 771		8 838 313	42 004	91 310	8 704 999		8 704 999	8 645 362
168 169		5 117 489	60 948		5 056 542		5 056 542	4 818 518
(331)		23 873			23 873		23 873	23 665
	17 753	1 030 391	31 321		999 070		999 070	1 005 431
212 662	55 228	15 940 097	184 351	202 720	15 553 026	20 177	15 573 203	15 195 065
(173 206)		187 518	20 473	1 803	165 241		165 241	170 721
		10			10		10	10
						3 406	3 406	3 783
(173 206)		187 527	20 473	1 803	165 250	3 406	168 656	174 514
74 118	**55 228**	**16 848 747**	**204 825**	**256 915**	**16 387 007**	**26 788**	**16 413 795**	**16 016 078**
6 739		121 554	1 363		120 191		120 191	102 878
4 100		458 469			458 469		458 469	462 137
(17 210)		2 279 134	48 741	1 917 721	312 672		312 672	288 410
6 020		136 439	372		136 067		136 067	131 906
	377	377			377		377	
(352)	377	2 995 973	50 475	1 917 721	1 027 777		1 027 777	985 331

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Agriculture, Pêcheries et Alimentation							
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	2-34	455 855	2 706		6 433		
Permanents		10				14	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Organismes d'État	2-34	642 788	196		874		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		1 098 653	2 902		7 307	14	
Portefeuille: Développement durable, Environnement et Parcs							
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-72	5 374	91				
Ne nécessitant pas de crédits							
Protection de l'environnement et gestion des parcs	2-72	239 342			4 517		
Permanents		35				49	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		244 750	91		4 517	49	
Portefeuille: Développement économique, Innovation et Exportation							
Interventions relatives au Fonds du développement économique	2-82	201 106					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation	2-82	200 494					
Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation	2-80	491 264	2 611				
Permanents		945					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		893 808	2 611				
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale							
Mesures d'aide à l'emploi	2-104	870 427					
Total du portefeuille		870 427					

(3) L'augmentation s'explique principalement par une hausse de la dépense relative aux pertes sur interventions financières garanties.

(4) L'augmentation s'explique principalement par le versement de nouvelles subventions reliées aux Projets mobilisateurs et au Programme des infrastructures du savoir.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investis-sements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2012	DÉPENSES 2011 (B)
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(103)		464 891	31 721	27 671	405 499		405 499	397 878
		24	14		10		10	3 068
						12 881	12 881	12 889
			1 425		(1 425)		(1 425)	
385		644 243	447	394	643 403		643 403	643 344
	1	1			1		1	
						251	251	270
								(3)
282	1	1 109 159	33 607	28 065	1 047 487	13 132	1 060 619	1 057 446
6		5 471	698	9	4 763		4 763	5 318
						29	29	25
17 109		260 968		60 947	200 021		200 021	209 839
	31	115	49		66		66	15
						14 436	14 436	12 657
17 115	31	266 554	748	60 956	204 850	14 465	219 315	227 854
54 392		255 498	100		255 398		255 398 (3)	216 099
(903)		199 592	218		199 374		199 374	192 929
(18 943)		474 931	30 450	4 594	439 887		439 887 (4)	382 247
	29	973	526		447		447	716
						1 013	1 013	967
34 546	29	930 995	31 294	4 594	895 107	1 013	896 120	792 958
19 877		890 305	328		889 976		889 976	881 762
19 877		890 305	328		889 976		889 976	881 762

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Relations internationales							
Affaires internationales	2-150	126 658					
Permanents		110					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		126 768					
Portefeuille: Ressources naturelles et Faune							
Gestion des ressources naturelles	2-158	522 523			70		
Permanents		5 039					
Ne nécessitant pas de crédits							
Protection et mise en valeur de la ressource faunique	2-158	67 015			4 047		
Permanents		75					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		594 652			4 117		
Portefeuille: Tourisme							
Promotion et développement du tourisme	2-188	138 613					
Permanents		10					
Total du portefeuille		138 623					
Portefeuille: Transports							
Administration et services corporatifs	2-196	91 680	2 532				
Permanents		159					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Infrastructures et systèmes de transport	2-196	763 499	18 357				
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	2-198	62 584					
Permanents		91					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		918 013	20 889				
TOTAL DE LA MISSION		**7 881 611**	**26 524**		**15 942**	**63**	

(5) La diminution s'explique principalement par la baisse des coûts reliés à l'extinction des feux de forêts.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investis-sements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2012	DÉPENSES 2011 (B)
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
6 084		132 742	3 177	16 104	113 461		113 461	115 333
	834	944			943		943	498
						3 757	3 757	3 794
6 084	834	133 686	3 177	16 105	114 404	3 757	118 161	119 624
46 922		569 516		44 689	524 827		524 827	521 446
75	10 716	15 830	75		15 755		15 755 (5)	75 996
						20 866	20 866	14 192
(2 670)		68 391	109	3 118	65 164		65 164	66 339
(75)								75
						4 495	4 495	4 502
44 252	10 716	653 737	184	47 808	605 746	25 361	631 107	682 550
4 032		142 645			142 645		142 645	140 355
		10			10		10	10
4 032		142 655			142 655		142 655	140 365
(595)		93 617	10 288	5 371	77 958		77 958	66 563
		159	88		71		71	19
						17 722	17 722	13 655
								(68)
906		782 762	112 163	33 093	637 506		637 506	652 709
								362
						7 719	7 719	12 802
						3 586	3 586	
		62 584	861	302	61 420		61 420	62 198
		91	91					
						7	7	10
311		939 213	123 491	38 766	776 955	29 033	805 989	808 249
126 148	**11 989**	**8 062 276**	**243 304**	**2 114 014**	**5 704 957**	**86 762**	**5 791 719**	**5 696 139**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Condition féminine	2-64	7 648	255				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		7 648	255				
Portefeuille: Emploi et Solidarité sociale							
Administration	2-106	460 643			3 661		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide financière	2-104	2 641 826		279 000			
Permanents		5 500					
Total du portefeuille		3 107 978		279 000	3 661		
Portefeuille: Famille et Aînés							
Condition des aînés	2-114	24 214					
Curateur public	2-114	52 763	1 205				
Permanents		100					11 546
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide à la famille	2-112	2 059 339		215 000			
Permanents		100					
Ajustements négatifs de provisions							
Planification, recherche et administration	2-112	55 254					
Permanents		19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		2 191 790	1 205	215 000			11 546
Portefeuille: Justice							
Aide aux justiciables	2-142	146 426					
Permanents		87 202					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		233 627					
TOTAL DE LA MISSION		**5 541 043**	**1 460**	**494 000**	**3 661**		**11 546**

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investis-sements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2012	2011 (B)
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
1 951		9 853	24		9 829		9 829	12 786
						42	42	37
1 951		9 853	24		9 829	42	9 871	12 824
1 676		465 980	13 064	102	452 814		452 814	459 383
	14	23			23		23	20
						124	124	97
49 316		2 970 142	881	119	2 969 142		2 969 142	2 944 154
	3 434	8 934			8 934		8 934	4 689
50 992	3 448	3 445 079	13 945	221	3 430 913	124	3 431 037	3 408 343
(5 447)		18 768			18 768		18 768	20 097
181		54 149	5 432	9 208	39 509		39 509	38 865
		11 646	91		11 555		11 555	10 307
						1 900	1 900	1 550
101 253		2 375 593		72 800	2 302 792		2 302 792	2 160 099
	41	141	79		62		62	
								(8)
(1 212)		54 042	4 211	3 932	45 898		45 898	25 873
		19			19		19	50
						6 657	6 657	5 523
94 776	41	2 514 357	9 813	85 941	2 418 603	8 557	2 427 160	2 262 357
6 194		152 619		238	152 381		152 381	149 097
	9 269	96 470	151		96 320		96 320	90 924
						224	224	283
6 194	9 269	249 089	151	238	248 700	224	248 924	240 304
153 912	**12 757**	**6 218 379**	**23 932**	**86 400**	**6 108 046**	**8 947**	**6 116 993**	**5 923 827**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE							
Portefeuille: Assemblée nationale							
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité	2-4						
Permanents		50 111					(1 309)
Ne nécessitant pas de crédits							
Secrétariat général et affaires parlementaires	2-4						
Permanents		11 428					(351)
Services statutaires aux parlementaires	2-6						
Permanents		56 664					600
Total du portefeuille		118 203					(1 060)
Portefeuille: Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Administration du système électoral	2-12						
Permanents		33 383					4 211
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie	2-14						
Permanents		1 345					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Commissaire au lobbyisme	2-14	2 959					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Protecteur du citoyen	2-12	13 999					
Permanents		381					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Vérificateur général	2-12	25 824	756				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		77 890	756				4 211
Portefeuille: Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire							
Administration générale	2-22	71 578	1 548				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Commission municipale du Québec	2-22	2 433	67				
Ne nécessitant pas de crédits							
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-20	608 943					
Régie du logement	2-24	17 447	8		2 317		
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		700 410	1 623		2 317		

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investis-sements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2012	DÉPENSES 2011 (B)
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
156		48 958	208	6 776	41 973		41 973	39 556
						4 981	4 981	4 521
(156)		10 921	334	27	10 560		10 560	10 643
		57 264	214	7	57 043		57 043	58 777
		117 143	756	6 811	109 576	4 981	114 557	113 497
		37 594	6 112	944	30 538		30 538	27 245
						964	964	1 263
		1 345	444	308	592		592	58
						15	15	
		2 959	227	20	2 712		2 712	2 751
						89	89	81
20		14 019	782	59	13 179		13 179	13 588
		381	8		373		373	350
						142	142	186
20		26 600	1 231	346	25 023		25 023	24 369
						350	350	405
40		82 897	8 803	1 676	72 417	1 560	73 978	70 298
(3 834)		69 291	12 545	7 042	49 705		49 705	49 669
	6	15			15		15	12
						2 814	2 814	2 902
243		2 743	167		2 577		2 577	2 570
						3	3	4
3 702		612 645	641		612 004		612 004	596 593
766		20 538	1 287	567	18 684		18 684	18 495
						329	329	119
877	6	705 232	14 639	7 609	682 984	3 147	686 131	670 365

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Commission de la fonction publique	2-42	3 701	104				
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonds de suppléance	2-46	999 993					
Régimes de retraite et d'assurances	2-44	4 418					
Permanents		342 188					
Secrétariat du Conseil du trésor	2-42	1 191 595					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		2 541 904	104				
Portefeuille: Conseil exécutif							
Affaires autochtones	2-54	227 872	194				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-54	14 319	264				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-52	749					
Jeunesse	2-56	53 516	115				
Ne nécessitant pas de crédits							
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information	2-56	7 798	220				
Ne nécessitant pas de crédits							
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	2-52	64 309	1 503				
Permanents		1 076					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		369 658	2 296				

(6) La diminution s'explique principalement, d'une part, par la baisse de l'amortissement des gains et pertes actuarielles et, d'autre part, par la hausse des cotisations versées par les employeurs autonomes, dont la nouvelle Agence du revenu du Québec.

(7) La diminution s'explique principalement, d'une part, par la baisse de la valeur de la provision relative à l'équité salariale et, d'autre part, par des dépenses assumées par le Secrétariat du Conseil du trésor en 2010-2011 relativement au Fonds relatif à la tempête de verglas, en raison de l'évolution du traitement de ce dossier dans le cadre des Accords d'aide financière en cas de catastrophes (AAFCC).

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investissements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2012	DÉPENSES 2011 (B)
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
113		3 918	431	23	3 464		3 464	3 314
						57	57	59
(995 648)		4 344	4 344					
		4 418	1 428		2 990		2 990	1 882
	11 832	354 020	23 657		330 362		330 362 (6)	404 299
575 764		1 767 360	22 618	1 429 754	314 987		314 987 (7)	458 216
	1 407	1 417	10		1 407		1 407	14
						11 369	11 369	5 989
								(5 710)
(419 771)	13 239	2 135 476	52 489	1 429 776	653 211	11 426	664 636	868 062
(24)		228 041	5 128	74	222 839		222 839	206 492
	135	145			145		145	122
						12	12	13
19		14 602	2 408	9	12 185		12 185	12 318
	8	18			18		18	2
						14	14	16
		749			749		749	749
203		53 834	7 333		46 501		46 501	45 794
						6	6	8
25		8 043	915	292	6 836		6 836	6 435
						47	47	27
(9 168)		56 644	10 995	441	45 208		45 208	47 125
	1 070	2 146			2 146		2 146	2 066
						548	548	492
(8 945)	1 214	364 223	26 780	815	336 628	626	337 254	321 659

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Finances							
Direction du Ministère	2-124	57 771	851				
Permanents		19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	2-124	111 146	1 314				
Permanents		6 343					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		175 279	2 165				
Portefeuille: Immigration et Communautés culturelles							
Organisme relevant du ministre	2-132	828	25				
Total du portefeuille		828	25				
Portefeuille: Justice							
Activité judiciaire	2-140	28 623					
Permanents		69 893					
Administration de la justice	2-140	280 616					
Permanents		10 127					
Ne nécessitant pas de crédits							
Justice administrative	2-142	11 873					
Organisme de protection relevant du ministre	2-144	8 147			671		
Ne nécessitant pas de crédits							
Poursuites criminelles et pénales	2-144	78 259					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		487 537			671		

(8) L'augmentation s'explique principalement par une dépense d'affectation au Fonds du Plan Nord conformément à la « Loi instituant le Fonds du Plan Nord » (L.R.Q., c. F-3.2.1.1.1).

(9) L'augmentation s'explique principalement par le repositionnement du projet de développement du système intégré d'information de justice (SIIJ) - volet JuLien. La majorité des coûts encourus antérieurement relativement à ce projet a été jugée irrécupérable et a dû être radiée.

(10) L'augmentation s'explique principalement par l'entente relative aux conditions de travail des procureurs aux poursuites criminelles et pénales conclue le 9 novembre 2011, ainsi que par la hausse des effectifs à temps complet afin d'améliorer les conditions de travail des procureurs.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investis-sements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2012	DÉPENSES 2011 (B)
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
337		58 959	18 360	322	40 277		40 277	38 892
		19			19		19	11
						619	619	810
								(1)
(40 420)		72 040	24 276	672	47 091		47 091	45 603
	19 000	25 343	993		24 349		24 349 [8]	5 193
						392	392	396
(40 083)	19 000	156 360	43 630	994	111 737	1 011	112 748	90 904
		853	580		273		273	682
		853	580		273		273	682
(264)		28 359		283	28 077		28 077	27 730
	2 559	72 452	388		72 064		72 064	71 015
12 634		293 250		28 195	265 054		265 054	267 913
	234	10 360	5		10 355		10 355	9 697
						33 940	33 940 [9]	7 652
120		11 993			11 993		11 993	11 602
(66)		8 751		156	8 596		8 596	8 528
						121	121	124
23 715		101 974		982	100 992		100 992 [10]	77 624
						5 321	5 321	980
36 139	2 793	527 140	394	29 616	497 130	39 381	536 511	482 866

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Sécurité publique							
Organismes relevant du ministre	2-182	31 821					
Permanents		34					
Ne nécessitant pas de crédits							
Sécurité, prévention et gestion interne	2-180	554 739					
Permanents		4 414					
Ne nécessitant pas de crédits							
Sûreté du Québec	2-180	598 485	8 496		477		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 189 493	8 496		477		
Portefeuille: Travail							
Travail	2-204	30 639	676				
Permanents		2 866					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		33 505	676				
TOTAL DE LA MISSION		**5 694 707**	**16 141**		**3 465**		**3 151**

(11) L'augmentation s'explique principalement par l'aide financière accordée suite aux inondations survenues en 2010-2011 en Gaspésie et en 2011-2012 en Montérégie.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investis-sements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2012	DÉPENSES 2011 (B)
+(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
609		32 430	1	541	31 889		31 889	29 840
		34	14		21		21	31
						178	178	174
(332)		554 407	1	6 525	547 881		547 881	537 716
	47 078	51 492			51 492		51 492 (11)	16 674
						3 667	3 667	3 538
32 172		639 630	2 268	13 117	624 246		624 246	571 339
	1 578	1 578			1 578		1 578	667
						12 177	12 177	11 702
32 449	48 656	1 279 571	2 284	20 183	1 257 105	16 022	1 273 127	1 171 683
9 147		40 462	2 551	34	37 877		37 877	35 820
		2 866	1 364		1 501		1 501	2 769
						311	311	386
9 147		43 328	3 915	34	39 379	311	39 690	38 975
(390 147)	**84 907**	**5 412 224**	**154 270**	**1 497 514**	**3 760 440**	**78 466**	**3 838 906**	**3 828 990**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SERVICE DE LA DETTE							
Portefeuille: Culture, Communications et Condition féminine							
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec (12)	2-62						
Total du portefeuille							
Portefeuille: Finances							
Service de la dette	2-126						
Permanents		7 811 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		7 811 000					
TOTAL DE LA MISSION		**7 811 000**					
TOTAL		**72 742 020**	**47 774**	**494 000**	**68 520**	**63**	**14 697**
Votés		51 764 104	47 774	494 000	68 520		
Permanents		20 977 916				63	14 697
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Ajustements négatifs de provisions							

(12) La portion de ce programme non liée au « service de dette » est incluse dans la mission « Éducation et Culture », présentée à la page 1-12.

(13) Cette somme est constituée du service de la dette directe (4 592 579) et des intérêts sur le compte des régimes de retraite (2 762 898).

(14) Les revenus de placements des Fonds d'amortissement sont présentés en diminution du service de dette afférent. Le montant de 11 970 représente l'excédent des revenus de placements du Fonds des congés de maladie accumulés, sur le service de dette afférent.

(15) Les autres crédits permanents représentent l'écart entre les crédits finaux et ceux prévus dans le Budget de dépenses 2011-2012.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions (A)	Investis-sements (A)	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2012	DÉPENSES 2011 (B)
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
2 016		2 016			2 016		2 016	
2 016		2 016			2 016		2 016	
2 097		2 097			2 097		2 097	
		7 811 000	455 523		7 355 477		7 355 477 [13]	7 090 576
						(11 970)	(11 970) [14]	(6 514)
2 097		7 813 097	455 523		7 357 574	(11 970)	7 345 604	7 084 062
4 113		**7 815 113**	**455 523**		**7 359 590**	**(11 970)**	**7 347 620**	**7 084 062**
	681 773 [15]	**74 048 846**	**1 254 012**	**4 135 056**	**68 659 778**	**190 624**	**68 850 401**	**67 063 113**
		52 374 398	722 626	4 126 993	47 524 779		47 524 779	46 602 504
	681 773	21 674 448	529 961	8 064	21 136 424		21 136 424	20 331 324
						186 476	186 476	140 354
						4 147	4 147	13 578
			1 425		(1 425)		(1 425)	(24 647)

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Assemblée nationale	110 151	109 576	82 457
Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
Commissaire à l'éthique et à la déontologie	1 011	592	498
Commissaire au lobbyisme	2 934	2 712	2 084
Directeur général des élections - Commission de la représentation	35 694	30 538	17 872
Protecteur du citoyen	14 045	13 552	11 155
Vérificateur général	26 245	25 023	19 743
	79 929	72 417	51 353
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire			
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	1 744 357	1 689 500	35 175
Commission municipale du Québec	2 708	2 577	1 740
Régie du logement	18 838	18 684	13 642
	1 765 904	1 710 761	50 557
Agriculture, Pêcheries et Alimentation			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1 051 327	1 034 084	112 249
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 988	8 946	7 343
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 796	4 458	3 363
	1 065 111	1 047 487	122 955
Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
Conseil du Trésor	679 186	649 746	355 497
Commission de la fonction publique	3 759	3 464	2 701
	682 945	653 211	358 199
Conseil exécutif			
Ministère du Conseil exécutif	356 542	331 018	49 821
Commission d'accès à l'information	5 966	5 610	4 448
	362 507	336 628	54 269
Culture, Communications et Condition féminine			
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (1)	653 013	652 994	30 461
Commission des biens culturels du Québec	485	484	299
Conseil du statut de la femme	4 029	4 024	2 956
Conseil supérieur de la langue française	1 291	1 291	723
Office québécois de la langue française	21 783	21 783	14 497
	680 600	680 576	48 935

(1) Ces sommes incluent les données financières de la Commission de toponymie

(A) Ces données excluent les dépenses qui ne requièrent pas de crédits, soit l'amortissement des immobilisations, la consommation de stocks et l'excédent de 11 970 des revenus de placements du Fonds des congés de maladie accumulés présentés en diminution de service de dette afférent.

(B) Ces dépenses représentent l'amortissement des immobilisations (198 446 dans la supercatégorie « Fonctionnement »), la consommation de stocks (3 586 et 562 respectivement dans les supercatégories « Fonctionnement » et « Transfert ») et l'excédent de 11 970 des revenus de placement présentés en diminution du service de dette (dans la supercatégorie « Service de dette »).

	Fonctionnement (A)+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert (A)+	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette (A)	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Dépenses totales
	27 109		10			4 981	114 557
	94					15	608
	628					89	2 800
	7 835		4 830			964	31 502
	2 397					142	13 694
	5 280					350	25 374
	16 234		4 830			1 560	73 978
	17 400	383	1 581 526	55 017		2 814	1 692 315
	836					3	2 580
	5 041					329	19 013
	23 278	383	1 581 526	55 017		3 147	1 713 908
	53 526	(1 425)	869 734			12 881	1 046 965
	1 603					222	9 168
	1 094	1				29	4 487
	56 223	(1 424)	869 734			13 132	1 060 619
	256 870		35 599	1 780		11 369	661 116
	763					57	3 521
	257 633		35 599	1 780		11 426	664 636
	14 371	312	266 514			579	331 597
	1 162					47	5 657
	15 533	312	266 514			626	337 254
	18 967	397	601 154		2 016	3 009	656 003
	185						484
	1 068					19	4 043
	552		17			5	1 296
	4 713		2 573			214	21 997
	25 484	397	603 744		2 016	3 247	683 823

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Développement durable, Environnement et Parcs			
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	200 087	200 087	90 782
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 421	4 763	3 469
	205 507	204 850	94 251
Développement économique, Innovation et Exportation (1)	924 733	895 107	57 414

(1) Ces sommes incluent les données financières de la Commission de l'éthique en science et en technologie.

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Éducation, Loisir et Sport			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (1)	15 693 216	15 548 694	89 542
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 423	1 939	1 434
Conseil supérieur de l'éducation	2 691	2 394	1 988
	15 698 330	15 553 026	92 964

(1) Ces sommes incluent les données financières de la Commission consultative de l'enseignement privé.

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Emploi et Solidarité sociale (1)	4 332 623	4 320 890	165 590

(1) Ces sommes incluent les données financières de la Commission des partenaires du marché du travail.

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Famille et Aînés			
Ministère de la Famille et des Aînés	2 368 313	2 367 539	30 424
Curateur public	54 195	51 064	38 500
	2 422 508	2 418 603	68 924
Finances	7 966 853	7 469 311	45 416

(1) Cette somme exclut 11 970 relatifs à l'excédent des revenus de placements du Fonds des congés de maladie accumulés, imputés à l'encontre du service de la dette. Cet excédent est présenté dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Immigration et Communautés culturelles			
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	175 600	165 250	79 017
Conseil des relations interculturelles (1)	850	273	216
	176 450	165 524	79 233

(1) Cet organisme a été intégré au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles le 1er juillet 2011.

	+ Fonctionnement (A)+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert (A)+	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette (A)	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Dépenses totales
	50 712	56	58 537			14 436	214 522
	1 294					29	4 793
	52 006	56	58 537			14 465	219 315
	28 230	189 224	558 201	62 038		1 013	896 120
	43 574	51 929	15 350 648	13 000		20 139	15 568 833
	504					16	1 955
	406					22	2 416
	44 484	51 929	15 350 648	13 000		20 177	15 573 203
	92 443	8 934	2 945 179	1 108 744		124	4 321 014
	16 647	62	2 320 406			6 657	2 374 196
	12 555	9				1 900	52 964
	29 202	71	2 320 406			8 557	2 427 160
	27 806		19 177	19 338	7 357 574 [1]	(10 958)	7 458 352
	43 433		42 800			3 406	168 656
	57						273
	43 490		42 800			3 406	168 929

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Justice			
Ministère de la Justice (1)	619 004	618 848	230 249
Comité de la rémunération des juges	204	42	
Conseil de la justice administrative	379	379	199
Directeur des poursuites criminelles et pénales	100 992	100 992	79 266
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14 975	14 975	11 676
Conseil de la magistrature	2 224	1 999	338
Office de la protection du consommateur	8 596	8 596	6 342
	746 375	745 830	328 070

(1) Ces sommes incluent les données financières du Tribunal des droits de la personne et du Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

Relations internationales	114 671	114 404	60 189
Ressources naturelles et Faune	605 930	605 746	161 138

Santé et Services sociaux			
Ministère de la Santé et Services sociaux (1)	29 496 240	29 327 212	49 130
Office des personnes handicapées du Québec	13 008	12 526	8 460
	29 509 249	29 339 738	57 590

(1) Ces sommes incluent les données financières du Commissaire à la santé et au bien-être.

(2) Cette somme exclut 562 pour la consommation de stocks, lesquels sont présentés dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».

Sécurité publique			
Ministère de la Sécurité publique	1 225 916	1 225 196	566 234
Bureau du coroner	6 812	6 812	3 033
Régie des alcools, des courses et des jeux	13 752	13 738	10 762
Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 029	4 029	2 643
Comité de déontologie policière	1 777	1 776	1 205
Commissaire à la déontologie policière	3 107	3 107	2 653
Commissaire à la lutte contre la corruption	2 447	2 447	1 219
	1 257 839	1 257 105	587 749

+ Fonctionnement (A)+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert (A)+	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette (A)	Dépenses ne nécessitant pas de crédits (B)	Dépenses totales
136 483	5 224	235 791	11 101		33 940	652 788
42						42
180						379
21 726					5 321	106 313
3 299					224	15 199
1 661						1 999
2 103		151			121	8 717
165 493	5 224	235 942	11 101		39 605	785 436
28 181	14	26 020			3 757	118 161
103 301	7 183	32 513	301 611		25 361	631 107
68 535		29 209 547 (2)			1 487	29 328 699
3 081		985			143	12 669
71 616		29 210 532			1 630	29 341 368
277 332		112 928	268 701		15 844	1 241 040
3 779						6 812
2 956	21				178	13 916
1 386						4 029
571						1 776
453						3 107
1 228						2 447
287 706	21	112 928	268 701		16 022	1 273 127

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Tourisme	142 655	142 655	
Transports			
Ministère des Transports	838 526	766 252	114 276
Commission des transports du Québec	12 229	10 703	7 903
	850 755	776 955	122 179

(1) Cette somme exclut 3 586 pour la consommation de stocks, lesquels sont présentés dans la colonne « Dépenses ne nécessitant pas de crédits ».

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
Travail			
Ministère du Travail	30 990	30 774	8 834
Commission de l'équité salariale	7 199	6 834	4 596
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (1)	289	279	181
Conseil des services essentiels (2)	2 841	1 492	982
	41 319	39 379	14 594

(1) Cet organisme a été intégré au ministère du Travail le 1er octobre 2011.

(2) Cet organisme a été intégré à la Commission des relations du travail le 1er octobre 2011.

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses (A)=	Rémunération
TOTAL GOUVERNEMENTAL	**69 742 943**	**68 659 778**	**2 704 027**

+ Fonctionnement	(A)+ Créances douteuses et autres provisions	+ Transfert	(A)+ Affectation à un fonds spécial	+ Service de la dette	(A) Dépenses ne nécessitant pas de crédits	(B) Dépenses totales
		80 067	62 587			142 655
340 731 (1)	52	307 955	3 239		27 758	794 010
2 800					1 275	11 978
343 531	52	307 955	3 239		29 033	805 989
4 857		17 083			249	31 022
2 238					56	6 890
98						279
509					7	1 498
7 702		17 083			311	39 690
1 746 685	**262 375**	**54 679 944**	**1 907 157**	**7 359 590**	**190 624**	**68 850 401**

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (A)	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises	503	142
Établissements de santé et de services sociaux	13 024 231	5 446 743
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	11 436 730	1 649 308
Municipalités et organismes municipaux		163
Organismes à but non lucratif	1 040	39 853
Personnes:		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie		161 156
Autres		
Organismes et entreprises du gouvernement	6 488 153	561 772
	30 950 657	**7 859 138**

RÉPARTITION:

		Rémunération	Fonctionnement
1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	26 830	6 721
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	45 000	11 003
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	28 568	3 255
6	Conseil exécutif		2 130
7	Culture, Communications et Condition féminine	122 391	74 644
8	Développement durable, Environnement et Parcs		97
9	Développement économique, Innovation et Exportation	17 182	49 363
10	Éducation, Loisir et Sport	11 425 003	1 642 236
11	Emploi et Solidarité sociale	4 633	1 858
12	Famille et Aînés		30 729
13	Finances	11 296	2 466
14	Immigration et Communautés culturelles		
15	Justice	74 432	18 436
16	Relations internationales	925	1 041
17	Ressources naturelles et Faune		66
18	Santé et Services sociaux	19 122 944	5 939 275
19	Sécurité publique		7 101
20	Tourisme	28 276	18 876
21	Transports	30 021	46 210
22	Travail	13 155	3 633
		30 950 657	**7 859 138**

(A) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.

(B) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

(C) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012 (le détail est présenté aux notes explicatives à la page i)

Capital (B)						
Principal	Autres	Intérêts	Support	2012	2011	(C)
9 005	19 324	3 747	1 695 885	1 728 606	1 825 398	
526 012	219 128	302 829	146 446	19 665 389	19 412 908	
766 493	96 121	514 945	443 570	14 907 167	14 571 820	
249 423	8 850	116 906	1 218 360	1 593 703	1 473 967	
112 953	40 445	90 402	3 182 984	3 467 676	3 418 527	
			2 927 282	2 927 282	2 910 080	
			1 901 838	2 062 994	2 003 998	
14 361	42 339	2 281	923 123	982 104	919 242	
74 050	22 669	44 823	154 117	7 345 584	6 779 287	
1 752 296	**448 875**	**1 075 934**	**12 593 606**	**54 680 505**	**53 315 226**	

			10	10	5	1
			4 830	4 830	3 673	2
314 176	45 828	166 749	1 021 223	1 581 526	1 540 444	3
131	15 012	128	798 460	869 734	862 365	4
			3 775	35 599	30 430	5
9 792	8 369	3 950	242 273	266 514	248 260	6
92 547		42 658	271 504	603 744	585 958	7
15 309	983	8 955	33 192	58 537	48 577	8
1 173	56 884	2 342	431 257	558 201	614 268	9
752 133	71 150	514 738	945 388	15 350 648	15 049 545	10
	168		2 938 519	2 945 179	2 929 076	11
15 186	834	9 899	2 263 757	2 320 406	2 162 996	12
			5 415	19 177	19 501	13
			42 800	42 800	43 700	14
	523		142 551	235 942	227 853	15
			24 054	26 020	30 492	16
1 325		977	30 145	32 513	32 441	17
525 976	238 424	302 744	3 081 730	29 211 094	28 372 657	18
601			105 226	112 928	86 465	19
16 655		16 260		80 067	78 571	20
7 291	10 699	6 533	207 200	307 955	332 470	21
			295	17 083	15 480	22
1 752 296	**448 875**	**1 075 934**	**12 593 606**	**54 680 505**	**53 315 226**	
2 201 171						

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Rémuné-ration	Fonction-nement	Capital	Intérêt	Support	2012	2011 (A)
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire					55 017	55 017	40 017
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		457		1 324		1 780	66 679
Développement économique, Innovation et Exportation					62 038	62 038	
Éducation, Loisir et Sport		13 000				13 000	
Emploi et Solidarité sociale	118 404	60 658	9 625	600	919 458	1 108 744	1 091 403
Finances		338			19 000	19 338	450
Justice					11 101	11 101	12 001
Ressources naturelles et Faune	60 538	90 273	6 697	7 503	136 600	301 611	285 995
Sécurité publique	213 524	50 031	5 146			268 701	240 794
Tourisme	17 187	9 847	773	297	34 484	62 587	61 794
Transports		280			2 959	3 239	3 239
	409 653	**224 883**	**22 240**	**9 724**	**1 240 657**	**1 907 157**	**1 802 372**

(A) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012 (le détail est présenté aux notes explicatives à la page i).

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobili-sations	Rémunération totale
Assemblée nationale	82 457			82 457	740	83 196
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	51 353			51 353		51 353
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	50 557	26 830		77 387	319	77 706
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	122 955	45 000		167 955	517	168 471
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	358 199	28 568		386 767		386 767
Conseil exécutif	54 269			54 269		54 269
Culture, Communications et Condition féminine	48 935	122 391		171 326	296	171 622
Développement durable, Environnement et Parcs	94 251			94 251	843	95 094
Développement économique, Innovation et Exportation	57 414	17 182		74 596	90	74 686
Éducation, Loisir et Sport	92 964	11 425 003		11 517 967	882	11 518 848
Emploi et Solidarité sociale	165 590	4 633	118 404	288 626		288 626
Famille et Aînés	68 924			68 924	104	69 029
Finances	45 416	11 296		56 713		56 713
Immigration et Communautés culturelles	79 233			79 233		79 233
Justice	328 070	74 432		402 503	1 894	404 397
Relations internationales	60 189	925		61 114		61 114
Ressources naturelles et Faune	161 138		60 538	221 676	2 708	224 385
Santé et Services sociaux	57 590	19 122 944		19 180 534		19 180 534
Sécurité publique	587 749		213 524	801 273	2 384	803 657
Tourisme		28 276	17 187	45 463		45 463
Transports	122 179	30 021		152 200	533	152 733
Travail	14 594	13 155		27 749		27 749
	2 704 027	**30 950 657**	**409 653**	**34 064 337**	**11 308**	**34 075 645**

Section 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2-11
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2-19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2-32
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2-41
Conseil exécutif	2-51
Culture, Communications et Condition féminine	2-61
Développement durable, Environnement et Parcs	2-70
Développement économique, Innovation et Exportation	2-79
Éducation, Loisir et Sport	2-88
Emploi et Solidarité sociale	2-103
Famille et Aînés	2-111
Finances	2-120
Immigration et Communautés culturelles	2-131
Justice	2-138
Relations internationales	2-149
Ressources naturelles et Faune	2-155
Revenu	2-165
Santé et Services sociaux	2-167
Sécurité publique	2-178
Tourisme	2-188
Transports	2-194
Travail	2-203

ARRONDISSEMENTS

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	5 382	2 747
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	5 382	2 747
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	246	47
	246	47
Total des revenus autonomes	246	47
Total des revenus	**246**	**47**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS: Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS: Immobilisations	IMPUTATIONS: Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22	**Secrétariat général et affaires parlementaires**				
1. Secrétariat général					
Permanents(1)	8 028		27	7 789	5 966
2. Affaires parlementaires					
Permanents(1)	2 894			2 771	2 552
TOTAL	10 921		27	10 560	8 518

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1).

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS: Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS: Immobilisations	IMPUTATIONS: Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22	**Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité**				
1. Affaires informationnelles et institutionnelles					
Permanents(1)	7 719	6		7 630	5 246
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1	
2. Affaires administratives et sécurité					
Permanents(1)	41 238	1	6 769	34 343	25 414
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4 980	
TOTAL	48 958	7	6 769	46 954	30 660

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale et à assurer la gestion de la Bibliothèque.

1 823							211
219							123
2 042							334

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles d'une part, et des services reliés aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats et à assurer la sécurité des personnes et des biens, d'autre part.

2 384							83
1							
8 929							125
4 980							
16 294							208

ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22	**Services statutaires aux parlementaires**				
1. Indemnités et allocations aux parlementaires					
Permanents(1)	14 532			14 532	14 532
Permanents(2)	11 418	7		11 287	1 128
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés					
Permanents(2)	24 698	1		24 656	21 614
3. Services de recherche des partis politiques					
Permanents(2)	2 349			2 301	1 739
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale					
Permanents(1)	4 267			4 267	4 267
TOTAL	57 264	7		57 043	43 279

(1) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-52.1).

(2) Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Votés					
Permanents	117 143	14	6 797	109 576	82 457
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4 981	
TOTAL	**117 143**	**14**	**6 797**	**114 557**	**82 457** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 139 à l'égard de 61 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
10 159							125
3 033		10					41
562							48
13 754		10					214
27 109		10					756
4 981							
32 090		**10**					**756**

ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Autres	50		
Total des crédits et dépenses	**50**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		10			10	5
		10			**10**	**5**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	50	10	5
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50**	**10**	**5**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	550	391
Divers	69	67
	619	457
Intérêts		
Divers	1	
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi régissant le financement des partis politiques	42	124
Divers	8	
	50	124
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	57	106
Contributions volontaires	8	147
	65	253
	735	834
Total des revenus autonomes	735	834
Total des revenus	**735**	**834**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		**Le Protecteur du citoyen**			
1. Le Protecteur du citoyen	14 019		59	13 179	10 782
Permanents(1)	381			373	373
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				142	
TOTAL	14 400		59	13 694	11 155
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., c. P-32).					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		**Le Vérificateur général**			
1. Le Vérificateur général	26 600		346	25 023	19 743
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				350	
TOTAL	26 600		346	25 374	19 743
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		**Administration du système électoral**			
1. Gestion interne et soutien					
Permanents(1)	22 618		368	19 597	14 847
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				471	
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents(1)	175			114	
3. Activités électorales					
Permanents(1)	14 801		575	10 827	3 026
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				493	
TOTAL	37 594		944	31 502	17 872

(1) Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

2 397					6	409	366
							8
142							
2 539					6	409	374

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement. Il vise également la vérification de l'application de la Loi sur le développement durable (L.R.Q., c. D-8.1.1). Le résultat de ces vérifications est communiqué dans un rapport à l'Assemblée nationale.

5 280					12	764	455
350							
5 630					12	764	455

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

4 750							2 652
471							
114							61
2 972		4 830					3 399
493							
8 800		4 830					6 112

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		**Le Commissaire au lobbyisme**			
1 Le Commissaire au lobbyisme	2 959		20	2 712	2 084
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				89	
TOTAL	2 959		20	2 800	2 084
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-22		**Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie**			
1 Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Permanents(1)	1 345		308	592	498
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				15	
TOTAL	1 345		308	608	498

(1) Loi sur le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-23.1).

	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	43 578		425	40 914	32 609
Permanents	39 319		1 251	31 504	18 744
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 560	
TOTAL	**82 897**		**1 676**	**73 978**	**51 353** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 797 à l'égard de 72 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS: Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
628					1		226
89							
717					1		226

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
94							444
15							
109							444

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
8 305					19	1 173	1 047
7 929		4 830					6 564
1 560							
17 794		**4 830**			**19**	**1 173**	**7 611**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	4 792		
Remboursement des dépenses électorales	55		
Total du programme 3	4 847		
Total des crédits et dépenses	**4 847**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		4 775			4 775	3 450
		55			55	224
		4 830			4 830	3 673
		4 830			**4 830**	**3 673**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	4 847	4 830	3 673
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 847**	**4 830**	**3 673**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
Droits et permis			
Autres			
Frais exigibles par la Régie du logement	4 917		4 846
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Divers	58		28
Intérêts			
Assainissement des eaux	6 239		
Divers	8		6
	6 247		6
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	943		396
Subventions d'années antérieures	907		543
	1 850		940
	8 154		974
Total des revenus autonomes	13 071		5 820
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Programme d'infrastructures	60		6 865
Infrastructures 2008	120 398	(1)	151 086
Fonds de stimulation de l'infrastructure	19 088	(2)	377 550
Infrastructures 2005	83 239	(3)	72 280
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	100		
Programme d'infrastructures de loisirs	3 972	(4)	30 418
	226 857		638 200
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Programme d'infrastructures	60		6 865
Infrastructures 2008	120 398	(1)	151 086
Fonds de stimulation de l'infrastructure	19 088	(2)	377 550
Infrastructures 2005	83 239	(3)	72 280
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	100		
Programme d'infrastructures de loisirs	3 972	(4)	30 418
Total des transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	**13 071**		**5 820**

(1) La diminution s'explique principalement par la fin, le 31 janvier 2012, du volet Collectivités du Fonds Chantier Canada de l'Entente Canada-Québec sur l'infrastructure conclue le 3 septembre 2008.

(2) La diminution s'explique par la fin, le 31 octobre 2011, de l'Entente Canada-Québec relative au Fonds de stimulation de l'infrastructure.

(3) L'augmentation s'explique principalement par la réalisation de travaux ayant été reportés les années précédentes. Le 31 mars 2012 correspond à la date limite pour la réalisation des projets.

(4) La diminution s'explique par la fin, le 31 octobre 2011, de l'entente Canada-Québec relative au Programme d'infrastructure de loisirs au Canada.

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-14

Promotion et développement de la métropole

1. Aide au développement de la métropole	118 755			118 383	
2. Activités régionales de l'Ile de Montréal et de Laval	17 684			17 684	
Permanents(1)	377			377	
TOTAL	136 817			136 445	

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-14

Modernisation des infrastructures municipales

1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	174 948			127 801	2 680
2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	2 104 186	1 917 721 (1)		184 871	19
TOTAL	2 279 134	1 917 721		312 672	2 699

(1) Ce montant a été porté à la dette nette suite au transfert de certaines activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux au ministère, le 1er juillet 2011.

PROGRAMME 3
Sommaire : page 1-22

Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités

1. Compensation tenant lieu de taxes	320 370			320 370	
2. Aide financière aux municipalités	18 391			17 768	
3. Mesures financières du partenariat fiscal	273 883			273 865	
TOTAL	612 645			612 004	

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS — Suspension du droit d'engager	CRÉDITS NON UTILISÉS — Reports	CRÉDITS NON UTILISÉS — Autres

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire et veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		118 383					372
		17 684					
	377						
	377	136 067					372

Ce programme procure le financement requis pour soutenir les municipalités dans le maintien des actifs, la résorption du déficit accumulé et la mise aux normes des infrastructures municipales d'eau potable. Il procure également du financement pour des travaux similaires dans les infrastructures municipales d'eaux usées et pour les réseaux de conduites d'eau potable et des eaux usées. Il permet d'apporter un soutien financier à la construction d'infrastructures municipales ciblant le développement local et régional.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
486		124 634			29 190		17 957
616		184 235				24	1 570
1 103		308 870			29 190	25	19 527

Ce programme vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que sur ceux des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et d'accorder une aide financière au milieu municipal. Il soutient les municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Ce programme englobe également les mesures du partenariat fiscal et financier conclu avec le monde municipal.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		320 370					
		17 768					623
		273 865					18
		612 004					641

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22 — **Administration générale**					
1. Direction	3 670			3 251	2 307
Permanents(1)	10			10	
2. Gestion	65 621	2	7 040	46 454	30 168
Permanents(2)	6			6	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				2 814	
TOTAL	69 306	2	7 040	52 534	32 475

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-14 — **Développement des régions et ruralité**					
1. Soutien au développement local et régional	121 554			120 191	
TOTAL	121 554			120 191	
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-22 — **Commission municipale du Québec**					
1. Commission municipale du Québec	2 743			2 577	1 740
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3	
TOTAL	2 743			2 580	1 740
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14 — **Habitation**					
1. Société d'habitation du Québec	458 469			458 469	
TOTAL	458 469			458 469	

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de la direction du Ministère et de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal, le traitement des plaintes ainsi que le développement de l'ensemble des régions du Québec.

346		597					419
10							
15 941		345			1 697	1 554	8 875
	6						
2 814							
19 112	6	942			1 697	1 554	9 294

Dans la perspective d'une occupation dynamique des territoires, ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et au soutien à la ruralité.

		65 174	55 017				1 363
		65 174	55 017				1 363

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'administration provisoire, de médiation et d'arbitrage et de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes. Ce programme lui permet aussi d'enquêter sur le manquement d'un élu municipal au code d'éthique et de déontologie de sa municipalité.

836					67	64	35
3							
839					67	64	35

Ce programme vise à faciliter, pour les citoyennes et les citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.

		458 469					
		458 469					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS: Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS: Immobilisations	IMPUTATIONS: Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 8 Sommaire : page 1-22		**Régie du logement**			
1. Régie du logement	20 538		567	18 684	13 642
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				329	
TOTAL	20 538		567	19 013	13 642
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	3 700 813	1 917 722	7 607	1 710 368	50 557
Permanents	393			393	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 147	
TOTAL	**3 701 205**	**1 917 722**	**7 607**	**1 713 908**	**50 557** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 544 à l'égard de 112 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
5 041					46	109	1 133
329							
5 371					46	109	1 133
23 268		1 581 526	55 017		30 999	1 751	32 364
10	383						
3 147							
26 425	**383**	**1 581 526**	**55 017**		**30 999**	**1 751**	**32 364**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la métropole			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	17 684	3 537	
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	12 164		
Fonds de développement de la métropole	24 132	1 897	
Grand Montréal Bleu	309		
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	25 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	22 109		
Soutien au développement économique de Montréal	35 000		
Autres	40		
Total du programme 1	136 439	5 434	
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds Chantiers Canada-Québec - Grands projets	7 521		
Fonds Chantiers Canada-Québec - Volets Collectivités et Grandes Villes	23 694		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	6 874		
Infrastructures municipales en milieu nordique	16 677		
Infrastructures Québec-Municipalités	98 619	843	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	168 723	1 730	
Programme d'infrastructures de loisirs	791		
Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout	34 251		
Autres	405		
Total du programme 2	357 555	2 573	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	901		
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 545		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	2 680		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	293 083		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	24 607		
Mesures financières du partenariat fiscal	273 883		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	6 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 420		
Soutien au regroupement municipal	377		
Autres	5 149		
Total du programme 3	612 645		
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 404		
Programme 5 - Développement des régions et ruralité			
Communautés rurales branchées	1 323	133	
Économie sociale	1 830		
Fonds conjoncturel de développement	1 747		
Politique nationale de la ruralité	38 890	795	
Réseaux de sentiers de véhicules hors route	537		
Soutien aux territoires en difficulté	16 310		
Villages branchés du Québec	5 900		
Total du programme 5	66 537	927	

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		14 147			17 684	17 684
12 163					12 163	13 597
70	6 749	15 416			24 132	18 503
	309				309	310
	25 000				25 000	25 000
	21 738				21 738	21 812
	35 000				35 000	35 000
		40			40	
12 233	88 797	29 603			136 067	131 906
	5 248				5 248	4 447
	4 213	70			4 283	810
	2 360	16			2 376	360
	16 391				16 391	15 891
1 750	67 889	18 824		765	90 071	72 060
759	161 639	3 352			167 480	186 720
13	600	100			713	934
	21 943				21 943	4 345
		365			365	385
2 522	280 283	22 727		765	308 870	285 952
	901				901	858
	4 328				4 328	4 545
215	2 465				2 680	2 647
	293 083				293 083	285 230
	24 607				24 607	24 296
	273 865				273 865	263 864
	5 976				5 976	5 996
	1 420				1 420	1 396
	376				376	773
	4 111	657			4 768	6 987
215	611 132	657			612 004	596 593
49	65	828			942	994
	112	228			473	748
	900	930			1 830	1 475
	369	1 378			1 747	2 322
207	35 223	2 655			38 880	39 903
	83	453			537	723
	16 208	103			16 310	11 638
	4 493	904			5 397	6 054
207	57 389	6 651			65 174	62 862

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses ENTR	Dépenses SSS
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	53 865		
Aide au logement social, communautaire et abordable	365 924		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	322	230	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	38 358		
Total du programme 7	458 469	230	
Total des crédits et dépenses	**1 633 049**	**9 164**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		754	53 111		53 865	41 780
		231 630	134 294		365 924	391 303
		92			322	470
				38 358	38 358	28 584
		232 476	187 405	38 358	458 463	462 137
15 226	**1 037 666**	**292 943**	**187 405**	**39 123**	**1 581 526**	**1 540 444**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	26 830	26 830	20 046
Fonctionnement	6 721	6 721	5 022
Capital	391 109	360 004	330 697
Intérêt	185 842	166 749	170 448
Support	1 022 547	1 021 223	1 014 233
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 633 049**	**1 581 526**	**1 540 444**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	55 017	55 017	40 017
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**55 017**	**55 017**	**40 017**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	67	115
Autres		
Études de dossiers	725	576
Demande d'autorisation - Zone agricole	624	612
Commercialisation des grains	237	212
Mise en marché	130	102
Abattoir et atelier	278	236
Acte déclaratoire - CPTAQ	122	116
Pêche commerciale	85	88
Préparation ou mise en conserve du poisson	76	64
Restauration et ventes au détail d'aliments	11 941	12 250
Divers	119	111
	14 337	14 368
	14 404	14 483
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cours	53	41
Eau	83	79
Cale de halage	64	57
Cotisations - Surveillance de l'utilisation du lait	526	582
Aide technique et soutien	10	70
Autres aides à l'agriculteur	980	986
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 132	6 132
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 637	2 908
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	125	1 009
Divers	138	118
	10 748	11 982
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 132	6 132
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 637	2 908
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	125	1 009
	1 855	1 933
Intérêts		
Divers	84	35
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	176	556
Subventions d'années antérieures	381	1 321
Divers	14	19
	570	1 895
	2 509	3 863
Total des revenus autonomes	16 913	18 346

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	166 479	152 997
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		9
	166 479	153 006
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	166 479	152 997
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		9
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	**16 913**	**18 346**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-16

Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	289 114	119	196	274 036	46 580
Ajustements négatifs de provisions				(1 425)	
2. Institut de technologie agroalimentaire	20 324		612	19 639	16 627
3. Santé animale et inspection des aliments	65 069		308	64 025	24 578
4. Direction et services à la gestion	90 383	1	26 434	47 800	24 464
Permanents(1)	10			10	
Permanents(2)	14				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				12 881	
TOTAL	464 914	121	27 550	416 965	112 249

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01).

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-16

Organismes d'État

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
1. La Financière agricole du Québec	630 000			630 000	
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 428		373	8 946	7 343
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				222	
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 816		21	4 457	3 363
Permanents(1)	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				29	
TOTAL	644 245		394	643 654	10 706

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à développer le potentiel et à améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits bioalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.

7 900		219 556			13 383	56	1 324
	(1 425)						
2 261		750				1	72
20 019		19 427			723	1	13
23 336					425	87	15 636
10							
							14
12 881							
66 407	(1 425)	239 734			14 531	144	17 059

Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.

		630 000					
1 603					42		67
222							
1 094					187	152	
	1						
29							
2 947	1	630 000			228	152	67

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 109 134	121	27 944	1 048 902	122 955
Permanents	25			11	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				13 132	
Ajustements négatifs de provisions				(1 425)	
TOTAL	**1 109 159**	**121**	**27 944**	**1 060 619**	**122 955** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 606 à l'égard de 141 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
56 213		869 734			14 760	296	17 112
10	1						14
13 132							
	(1 425)						
69 355	**(1 424)**	**869 734**			**14 760**	**296**	**17 126**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	21 989	2 750	
Amélioration de la santé animale	16 246	14 951	
Appui à la formation	931	10	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	16 638	7 832	
Appui au développement en région	33 134	13 092	5
Appui au secteur de la transformation	14 264	10 600	
Prime-Vert	24 083	15 912	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	118 285	118 131	
Autres	4 524	666	
Total du programme 1	250 094	183 944	5
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	630 000	574 000	
Total des crédits et dépenses	**880 094**	**757 944**	**5**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
3 886		15 351			21 987	21 189
983		312			16 246	14 192
42		844			895	896
789	55	7 952			16 629	11 362
134	432	10 269			23 933	18 230
	20	3 201			13 822	14 915
152		7 826			23 889	29 576
		12			118 142	118 869
2 808	11	706			4 190	3 136
8 794	518	46 473			239 734	232 365
				56 000	630 000	630 000
8 794	**518**	**46 473**		**56 000**	**869 734**	**862 365**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	45 000	45 000	45 000
Fonctionnement	11 003	11 003	10 000
Capital	15 181	15 143	19 587
Intérêt	128	128	134
Support	808 782	798 460	787 644
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**880 094**	**869 734**	**862 365**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurances - Organismes autonomes et fonds spéciaux	5 006	4 331
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	436	196
	5 442	4 527
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	436	196
	5 006	4 331
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 069	2 366
	7 075	6 697
Total des revenus autonomes	7 075	6 697
Total des revenus	**7 075**	**6 697**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24 — **Secrétariat du Conseil du trésor**					
1. Soutien au Conseil du trésor	100 090	5	10 702	71 949	38 115
Permanents(1)	1 407			1 407	810
Permanents(2)	10				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				11 369	
2. Fonctions gouvernementales	227 971			227 971	11 789
3. Fonds dédiés aux sinistres	1 329			1 329	
4. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	5 084				
6. Provision pour passif environnemental	1 423 358	1 409 620 (3)		13 738	
7. Provision pour l'équité salariale	9 427	9 427 (3)			
TOTAL	1 768 776	1 419 052	10 702	327 764	50 714

(1) Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c. C-37).
(2) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(3) Cette somme représente l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24 — **Commission de la fonction publique**					
1. Commission de la fonction publique	3 918		23	3 464	2 701
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				57	
TOTAL	3 918		23	3 521	2 701

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles, ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, notamment en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur. De plus, ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard.

29 607		3 775	452				17 434
597							
							10
11 369							
216 182							
			1 329				
							100
							5 084
10 484		3 255					
268 239		7 030	1 780				22 628

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission lui permettant de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis et d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

763					119	106	206
57							
819					119	106	206

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		**Régimes de retraite et d'assurances**			
1. Régime de retraite des fonctionnaires					
Permanents(1)	29 096			29 096	29 096
2. Régime de retraite de certains enseignants					
Permanents(2)	27 304			26 829	
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(3)	180 122			159 303	159 303
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	4 418			2 990	1 250
Permanents(4)	12			12	12
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels					
Permanents(5)	13 922			13 922	13 922
6. Régime de retraite des juges					
Permanents(6)	12 104			9 741	9 741
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec					
Permanents(7)	21 533			21 533	21 533
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents(8)	69 927			69 927	69 927
TOTAL	358 438			333 352	304 784

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12).
(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1).
(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).
(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q., 1970, c. 6).
(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., c. R-9.2).
(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16).
(7) Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1).
(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS: Suspension du droit d'engager	CRÉDITS NON UTILISÉS: Reports	CRÉDITS NON UTILISÉS: Autres
		26 829					476
							20 819
		1 740					1 428
							2 363
		28 568					25 085

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		**Fonds de suppléance**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté	4 344				
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2011-2012					
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des infrastructures					
5. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement du Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes					
TOTAL	4 344				

TOTAL DU PORTEFEUILLE

	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Votés	1 780 040	1 419 052	10 724	321 441	53 855
Permanents	355 436			331 769	304 344
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				11 426	
TOTAL	**2 135 476**	**1 419 052**	**10 724**	**664 636**	**358 199** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 727 à l'égard de 84 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS: Suspension du droit d'engager	CRÉDITS NON UTILISÉS: Reports	CRÉDITS NON UTILISÉS: Autres

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

							4 344
							4 344

257 036		8 770	1 780		119	106	28 596
597		26 829					23 667
11 426							
269 058		**35 599**	**1 780**		**119**	**106**	**52 263**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Appui au passage à la société de l'information	2 914		
Passif environnemental	3 255		(21 148)
Autres	861	58	1
Total du programme 1	7 030	58	(21 147)
Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 168		522
Régime de retraite de certains enseignants	26 829		
Total du programme 3	29 996		522
Total des crédits et dépenses	**37 027**	**58**	**(20 625)**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
33	150	2 731			2 914	4 779
13 281				11 121	3 255	
116	7	680			861	325
13 430	157	3 411		11 121	7 030	5 104
1 218					1 740	1 317
26 829					26 829	24 009
28 047					28 568	25 327
41 477	**157**	**3 411**		**11 121**	**35 599**	**30 430**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	29 447	28 568	25 327
Fonctionnement	3 255	3 255	
Support	4 325	3 775	5 104
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**37 027**	**35 599**	**30 430**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	457	457	64 821
Intérêt	1 324	1 324	1 858
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 780**	**1 780**	**66 679**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	54	38
Divers	2	2
	56	40
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	54	38
	2	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	68	95
Subventions d'années antérieures	106	371
	174	466
	176	468
Total des revenus autonomes	176	468
Total des revenus	**176**	**468**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24	**Cabinet du lieutenant-gouverneur**				
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	749			749	659
TOTAL	749			749	659
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24	**Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif**				
1. Cabinet du premier ministre	5 098			4 841	3 670
Permanents(1)	438			438	
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	11 325			9 410	8 167
3. Direction générale de l'administration	19 787	3	438	15 550	8 751
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				547	
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents(1)	1 708			1 708	1 708
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	16 472			15 407	15 120
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	3 962				
TOTAL	58 790	3	438	47 902	37 416

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS: Suspension du droit d'engager	CRÉDITS NON UTILISÉS: Reports	CRÉDITS NON UTILISÉS: Autres

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

90							
90							

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

753		418					256
438							
1 028		215			350	295	1 270
6 799					1 855	910	1 032
547							
287					80	272	713
1							
					800		3 162
9 853		633			3 085	1 476	6 434

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS: Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS: Immobilisations	IMPUTATIONS: Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24 — **Affaires intergouvernementales canadiennes**					
1 Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information	977			873	613
Permanents(1)	18			18	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4	
2 Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	6 038		9	3 973	2 640
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				10	
3 Représentation du Québec au Canada	2 259			2 092	1 269
4 Coopération intergouvernementale et francophonie	5 329			5 247	776
TOTAL	14 620		9	12 217	5 298

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS: Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS: Immobilisations	IMPUTATIONS: Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24 — **Affaires autochtones**					
1 Secrétariat aux affaires autochtones	228 041	69	4	222 839	3 590
Permanents(1)	76			76	
Permanents(2)	69			69	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				12	
TOTAL	228 186	69	4	222 996	3 590

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec avec le gouvernement fédéral, ainsi qu'avec les gouvernements des provinces et des territoires du Canada.

188		73				88	15
18							
4							
827		506			914	181	960
10							
823							167
92		4 379					82
1 963		4 957			914	269	1 225

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

2 155	242	216 852			194	234	4 701
76							
	69						
12							
2 242	312	216 852			194	234	4 701

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-24		**Jeunesse**			
1. Secrétariat à la jeunesse	53 670			46 348	1 652
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				5	
2. Conseil permanent de la jeunesse	165			153	122
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1	
TOTAL	53 834			46 507	1 775
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-24		**Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information**			
1. Réforme des institutions démocratiques	915			731	688
2. Commission d'accès à l'information	6 628		292	5 610	4 448
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				47	
3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	500			495	395
TOTAL	8 043		292	6 883	5 532
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	361 914	72	743	334 319	52 561
Permanents	2 309			2 309	1 708
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				626	
TOTAL	**364 223**	**72**	**743**	**337 254**	**54 269** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 12 966 à l'égard de 105 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

674		44 022			6 440	109	772
5							
30							12
1							
710		44 022			6 440	109	784

Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec, de promouvoir l'accès à l'information et de permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, à l'organisme chargé de protéger leurs droits relatifs à la protection des renseignements personnels.

43					134	50	
1 162					266	89	370
47							
50		50				6	
1 301		50			400	145	370

15 001	242	266 514			11 033	2 234	13 512
531	69						
626							
16 159	**312**	**266 514**			**11 033**	**2 234**	**13 512**

CONSEIL EXÉCUTIF

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Autres	760		13
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 300	5	
Centre de la francophonie des Amériques	2 130		
Coopération intergouvernementale	1 008		
Soutien à la recherche	665		
Autres	73		
Total du programme 3	5 175	5	
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	103 957	7 294	
Entente avec la nation Naskapi	1 900		
Entente avec les inuits (Sanarrutik)	18 368		
Financement global de l'Administration régionale Kativik	50 370		
Financement global des villages nordiques	13 777		
Fonds d'initiatives autochtones	16 447	729	
Fonds de développement pour les autochtones	5 142	54	
Organismes autochtones	4 701	138	47
Transfert des terres de Oujé-Bougoumou	5 000		
Autres	73		
Total du programme 4	219 735	8 216	47
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	50 047		206
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	50		
Total des crédits et dépenses	**275 767**	**8 221**	**266**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

	EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
	188	7	425			633	630
	28		1 238			1 271	1 448
					2 130	2 130	2 146
	25		943	8	2	979	807
	243		263			506	241
	2	2	69			73	56
	297	2	2 513	8	2 132	4 957	4 698
		96 504	58			103 855	104 835
		891	891			1 782	927
		6 123	12 245			18 368	17 562
		49 708				49 708	46 482
		13 777				13 777	12 935
		10 805	2 925	1		14 460	8 895
		2 505	2 583			5 142	6 687
	57	443	4 002	14		4 701	1 465
		5 000				5 000	
	3	2	53			58	72
	60	185 756	22 757	16		216 852	199 860
	315	11 602	31 899			44 022	43 022
			50			50	50
	861	**197 367**	**57 644**	**24**	**2 132**	**266 514**	**248 260**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	2 130	2 130	2 146
Capital	19 412	18 161	9 582
Intérêt	4 000	3 950	4 850
Support	250 225	242 273	231 682
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**275 767**	**266 514**	**248 260**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Location de locaux	110		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	10		14
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 286		1 555
Financement des unités autonomes de service	1 021		863
Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	8 500		10 000
	10 927		12 432
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	10		14
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 286		1 555
Financement des unités autonomes de service	1 021		863
Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	8 500		10 000
	110		0
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	509		229
Subventions d'années antérieures	61		292
	569		521
	680		521
Total des revenus autonomes	680		521
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Fonds de stimulation de l'infrastructure	19 796	(1)	5 517
Infrastructures 2008	1 529		5 323
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			306
	21 324		11 145
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Infrastructures 2008	1 529		5 323
Fonds de stimulation de l'infrastructure	19 796	(1)	5 517
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			306
Total des transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	**680**		**521**

(1) L'augmentation s'explique par une réalisation plus intensive des travaux relatifs à l'Entente Canada-Québec concernant le Fonds de stimulation de l'infrastructure, en raison de son échéance le 31 octobre 2011.

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION

PROGRAMME 1
Sommaire : pages 1-12 et 1-30

Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
1. Gestion interne et soutien	97 447	797	51 376	45 273	26 731
Permanents(1)	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				2 934	
2. Centre de conservation du Québec	2 224		36	2 188	1 433
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				47	
3. Commission des biens culturels du Québec	485			484	299
TOTAL	100 165	797	51 412	50 937	28 463

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-12

Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
1. Action culturelle et communications	166 962			166 962	
2. Musées nationaux	66 753			66 753	
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	41 129			41 129	
4. Société de développement des entreprises culturelles	68 499			68 499	
5. Société de télédiffusion du Québec	59 134			59 134	
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	88 668			88 668	
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	76 959			76 959	
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	29 437			29 437	
TOTAL	597 543			597 543	

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
16 527				2 016			
10							
2 934							
755							
47							
185							
20 458				2 016			

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		166 962					
		66 753					
		41 129					
	397	68 103					
		59 134					
		88 668					
		76 959					
		29 437					
	397	597 146					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-12		**Charte de la langue française**			
1. Coordination de la politique linguistique	2 178		3	2 175	878
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				5	
2. Office québécois de la langue française	21 955		173	21 783	14 497
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				214	
3. Conseil supérieur de la langue française	1 297		6	1 291	723
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				5	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française					
TOTAL	25 431		182	25 473	16 098
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**Condition féminine**			
1. Conseil du statut de la femme	4 029			4 024	2 956
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				19	
2. Secrétariat à la condition féminine	5 824			5 806	1 418
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				23	
TOTAL	9 853			9 871	4 374
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	732 982	797	51 594	680 566	48 935
Permanents	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 247	
TOTAL	**732 992**	**797**	**51 594**	**683 823**	**48 935** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 230 à l'égard de 71 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
365		931					
5							
4 713		2 573					
214							
552		17					
5							
5 853		3 521					

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
1 068							5
19							
1 311		3 076					18
23							
2 421		3 076					24

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
25 475	397	603 744		2 016			24
10							
3 247							
28 732	**397**	**603 744**		**2 016**			**24**

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	51 816		
Aide aux immobilisations	83 276	317	77
Aide aux initiatives de partenariat	15 283		120
Aide aux projets	10 103	299	
Autres interventions particulières en culture et en communications	6 483	25	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Fonctionnement	75 955		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Programmes d'aide	1 004		
Conseil des arts et des lettres du Québec - Fonctionnement	6 165		
Conseil des arts et des lettres du Québec - Programmes d'aide	82 503		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	29 437		
Musée d'Art contemporain de Montréal	10 058		
Musée de la Civilisation	24 012		
Musée des beaux-arts de Montréal	18 145		
Musée national des beaux-arts du Québec	14 538		
Société de développement des entreprises culturelles - Fonctionnement	7 474		
Société de développement des entreprises culturelles - Programmes d'aide	60 628	45 223	
Société de la Place des Arts de Montréal	36 248		
Société de télédiffusion du Québec	59 134		
Société du Grand Théâtre de Québec	4 881		
Total du programme 2	597 146	45 864	197
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 417	8	
Réussir ensemble en français	2 088	811	
Autres	17		
Total du programme 3	3 521	819	
Programme 4 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes	1 550		
Programme « À égalité pour décider »	987		
Tables de concertation en matière de condition féminine	360		
Autres	180		
Total du programme 4	3 076		
Total des crédits et dépenses	**603 744**	**46 683**	**197**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
3 793	1 358	46 666			51 816	50 469
1 841	38 585	39 351	57	3 048	83 276	77 932
1 373	7 259	4 100		2 431	15 283	19 962
82	4 841	4 876	4		10 103	12 200
70	553	5 637	194	6	6 483	6 832
				75 955	75 955	75 768
		1 004			1 004	1 479
				6 165	6 165	7 048
		72 322	9 956	225	82 503	82 379
				29 437	29 437	27 282
				10 058	10 058	10 726
				24 012	24 012	24 434
		18 145			18 145	18 348
				14 538	14 538	15 114
				7 474	7 474	7 298
		13 411	812	1 182	60 628	60 818
				36 248	36 248	13 835
				59 134	59 134	60 872
				4 881	4 881	5 326
7 159	52 596	205 512	11 023	274 796	597 146	578 122
97	32	1 099	50	130	1 417	1 360
		1 277			2 088	1 262
			17		17	15
97	32	2 376	67	130	3 521	2 637
24	773	753			1 550	3 600
		987			987	1 000
		360			360	360
3	1	151	25		180	239
26	774	2 251	25		3 076	5 199
7 282	**53 402**	**210 139**	**11 114**	**274 926**	**603 744**	**585 958**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	122 391	122 391	122 438
Fonctionnement	74 644	74 644	73 306
Capital	92 547	92 547	88 336
Intérêt	42 658	42 658	44 293
Support	271 504	271 504	257 586
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**603 744**	**603 744**	**585 958**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	724	686
Régimes des eaux	957	730
Sécurité des barrages	1 157	956
	2 838	2 371
Autres		
Attestations d'assainissement	719	1 297
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 029	994
Divers	6	4
	1 754	2 294
	4 592	4 665
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	62	55
Terrains et bâtisses	229	171
Location et concessions	1 065	988
Gains sur dispositions d'immobilisations	33	64
Gestion des barrages publics	2 354	1 670
Recouvrements de tiers	1 141	28
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 712	924
Financement des unités autonomes de service	1 844	2 132
Divers	66	67
	8 506	6 100
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 712	924
Financement des unités autonomes de service	1 844	2 132
	4 950	3 045
Intérêts		
Divers	35	26
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 747	2 195
	2 747	2 195
	7 733	5 267
Total des revenus autonomes	12 325	9 932

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	534	217
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	534	217
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	**12 325**	**9 932**

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16	**Protection de l'environnement et gestion des parcs**				
1. Politiques environnementales	23 124		70	23 054	10 313
2. Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	103 793		32 366	71 426	12 993
3. Analyse et expertise régionales	23 510		57	23 453	12 612
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	17 056		280	16 776	15 344
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	5 942		1 222	4 719	4 479
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	38 260	12	22 184	16 064	10 403
7. Direction	8 072		472	7 600	5 686
Permanents(1)	10			10	
8. Services à la gestion	41 212		4 283	36 928	18 951
Permanents(2)	56			56	
Permanents(3)	49				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				14 436	
TOTAL	261 083	13	60 935	214 522	90 782

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(3) Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16	**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**				
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 471		9	4 763	3 469
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				29	
TOTAL	5 471		9	4 793	3 469

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources. Il permet également d'assumer la gestion des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.

874		11 866					
21 936		36 496					
1 332		9 509					
1 432							
241							
5 641		19					
1 276		638					
10							
17 969		8					
	56						
							49
14 436							
65 147	56	58 537					49

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

1 294					546	111	41
29							
1 323					546	111	41

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	266 439	13	60 943	204 784	94 251
Permanents	115			66	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				14 465	
TOTAL	**266 554**	**13**	**60 943**	**219 315**	**94 251** [(1)]

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 738 à l'égard de 105 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
51 996		58 537			546	111	42
10	56						49
14 465							
66 471	**56**	**58 537**			**546**	**111**	**91**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Assainissement de l'air	1 759		
Parcs en milieu nordique	600		
Programme ClimatSol	1 079		
Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	2 872		
Programme de conservation du patrimoine naturel en milieu privé	36		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	6 545		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	354		
Programme partenaires pour la nature	3 140		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	105		
Société des établissements de plein air du Québec	10 329		
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 359		
Soutien à la lutte contre les algues bleu-vert	1 000		
Soutien aux organismes de bassin versant	5 200		
Autres	14 157	36	
Total du programme 1	58 537	36	
Total des crédits et dépenses	**58 537**	**36**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
	1 759				1 759	1 759
	600				600	
	1 079				1 079	206
2 862		10			2 872	1 661
		31	5		36	1 623
	6 545				6 545	8 437
		354			354	374
		3 133	7		3 140	3 485
		105			105	192
				10 329	10 329	9 688
				11 359	11 359	11 329
		1 000			1 000	1 000
		5 200			5 200	5 200
506	10 331	3 093		189	14 157	3 622
3 370	20 314	12 927	12	21 878	58 537	48 577
3 370	**20 314**	**12 927**	**12**	**21 878**	**58 537**	**48 577**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	97	97	5 937
Capital	16 292	16 292	18 979
Intérêt	8 955	8 955	9 516
Support	33 192	33 192	14 144
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**58 537**	**58 537**	**48 577**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
Droits et permis			
Autres			
Rembourrage	1 299		1 211
Visa - Crédit d'impôt pour le design	118		126
Divers	36		33
	1 453		1 370
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	480		435
Divers			2
	480		438
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	480		435
			2
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	89		258
Subventions d'années antérieures	47 799	(1)	6 321
	47 888		6 578
	47 888		6 580
Total des revenus autonomes	49 340		7 950
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Programme d'infrastructure du savoir	27 070	(2)	125 485
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Programme d'infrastructure du savoir	27 070	(2)	125 485
Total des transferts du gouvernement fédéral			
Total des revenus	**49 340**		**7 950**

(1) L'augmentation s'explique principalement par la récupération de subventions relatives au Programme de soutien aux projets économiques (PSPE) accordées les années antérieures.

(2) La diminution s'explique principalement par le fait que les revenus sont comptabilisés selon l'avancement des travaux et que la majorité de ces travaux a été réalisée avant le 31 mars 2011.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16	**Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation**				
1. Direction et services à la gestion	41 339	5	1 436	35 141	15 775
Permanents(1)	38			38	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 013	
2. Développement des politiques et aide à l'entrepreneuriat	27 228			26 889	5 647
3. Développement des secteurs industriels	51 930			51 032	8 008
4. Développement des marchés	24 584	34		22 205	5 721
5. Développement économique en région et services aux entreprises	115 810	3 117		107 490	15 249
Permanents(2)	935			409	
6. Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	213 940	2		197 130	6 608
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL	475 905	3 158	1 436	441 348	57 008

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à susciter et soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable. Plus précisément, ce programme procure le financement pour favoriser le développement et la compétitivité des entreprises, intensifier le développement de la recherche, le transfert et la valorisation des résultats de recherche et le renouvellement de la base entrepreneuriale et pour appuyer la diversification et la consolidation des régions de même que l'ouverture et la conquête des marchés par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs économiques et scientifiques.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
17 022		2 344			3 193		1 564
38							
1 013							
2 408		18 834			338		
1 858		41 167			898		
3 617		12 867			2 345		
2 557		89 684			5 100		104
	409						526
569		189 953			16 808		
					100		
29 083	409	354 848			28 782		2 194

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**Interventions relatives au Fonds du développement économique**			
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	205 464			205 464	
2. Programme ESSOR	49 934			49 934	
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique	100				
TOTAL	255 498			255 398	
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-16		**Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation**			
1. Fonds de recherche en santé du Québec	82 807			82 807	
2. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	49 106			49 106	
3. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	50 159			50 159	
4. Centre de recherche industrielle du Québec	16 925			16 736	
5. Conseil de la science et de la technologie et Commission de l'éthique en science et en technologie (1)	595			566	406
TOTAL	199 592			199 374	406

(1) Le nom de cet élément de programme a été modifié lors de la création de la Commission de l'éthique en science et en technologie, le 1er juillet 2011.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Votés	930 021	3 158	1 436	894 660	57 414
Permanents	973			447	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 013	
TOTAL	**930 995**	**3 158**	**1 436**	**896 120**	**57 414** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 593 à l'égard de 82 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par le Fonds du développement économique dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.							
	182 818		22 647				
	5 997	4 545	39 391				
					100		
	188 815	4 545	62 038		100		
Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Conseil de la science et de la technologie et au Centre de recherche industrielle du Québec pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises.							
		82 807					
		49 106					
		50 159					
		16 736			189		
161					28		
161		198 808			218		
28 192	188 815	558 201	62 038		29 100		1 668
38	409						526
1 013							
29 244	**189 224**	**558 201**	**62 038**		**29 100**		**2 194**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation			
Aide aux entreprises et démonstration des technologies vertes	14 939	12 849	
Appui à l'innovation	4 135	1 347	
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	3 799	189	5
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté	1 240	910	
ESSOR	329	155	
Exportation	13 295	8 443	
Mesures de soutien à la recherche - Autres	139 473	4 201	1 375
NovaScience	7 353	131	
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres	30 047		
Soutien à l'entrepreneuriat	21 405	1 640	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	48 831	5 227	394
Soutien au développement des créneaux d'excellence et à la diversification économique régionale	17 614	5 313	45
Soutien aux centres locaux de développement	64 219	10 274	
Soutien aux partenariats et aux filières industrielles	5 818		
Autres	5 684	2 515	8
Total du programme 1	378 180	53 193	1 826
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Autres	4 545	4 545	
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	16 925		
Fonds de la recherche en santé du Québec	82 807		33 475
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	50 159		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	49 106		
Total du programme 3	198 997		33 475
Total des crédits et dépenses	**581 722**	**57 739**	**35 301**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

	EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
			99			12 947	21 156
						1 347	
	363		3 177			3 734	
			134			1 044	
						155	
			3 619			12 062	6 723
	35 981		88 883			130 441	100 146
	903	62	6 089	157		7 342	4 948
			27 729			27 729	
		142	19 270	10		21 061	18 008
	8 312	8	32 679			46 620	43 278
	438	49	9 117			14 962	34 609
		10 058	43 799			64 132	53 993
	65		5 663			5 728	9 594
	148	305	2 570			5 545	8 438
	46 209	10 624	242 828	167		354 848	300 893
						4 545	121 655
					16 736	16 736	17 325
	18 145			27 067	4 120	82 807	80 214
	27 021			19 763	3 375	50 159	46 665
	30 119			15 223	3 763	49 106	47 516
	75 285			62 053	27 994	198 808	191 720
	121 495	**10 624**	**242 828**	**62 219**	**27 994**	**558 201**	**614 268**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	17 183	17 182	17 250
Fonctionnement	49 364	49 363	54 119
Capital	58 058	58 057	33 800
Intérêt	2 343	2 342	3 902
Support	454 774	431 257	505 198
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**581 722**	**558 201**	**614 268**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	62 138	62 038	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**62 138**	**62 038**	

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
Droits et permis			
Autres			
Divers	2		1
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Recouvrements de tiers	6 717		5 728
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	46		67
Divers	4		7
	6 767		5 802
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	46		67
	6 721		5 735
Intérêts			
Prêts aux étudiants	13 975		11 990
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	1 445		1 655
Subventions d'années antérieures	1 568		4 919
Dépenses sous forme d'indemnités	511		2 624
Bourses d'études	16 364	(1)	6 185
	19 889		15 383
	40 585		33 108
Total des revenus autonomes	40 587		33 109
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Enseignement aux enfants indiens	119 257		115 869
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	30 852		21 017
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	11 950	(2)	30 720
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 726		4 910
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 162		729
Programme d'infrastructure du savoir	25 404	(3)	118 986
	194 351		292 232

(1) L'augmentation s'explique principalement par la révision à la baisse en 2011-2012 de l'estimé du compte à payer concernant les bourses aux étudiants comptabilisé au 31 mars 2011.

(2) La diminution s'explique par la baisse des investissements en immobilisations scolaires.

(3) La diminution s'explique principalement par le fait que les sommes sont reçues selon l'avancement des travaux et que ceux-ci ont été réalisés avant le 31 mars 2011.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	30 852		21 017
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 726		4 910
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	11 950	(2)	30 720
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 162		729
Programme d'infrastructure du savoir	25 404	(3)	118 986
Total des transferts du gouvernement fédéral	119 257		115 869
Total des revenus	**159 844**		**148 978**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1
Sommaire : page 1-14

Administration et consultation

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS: Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS: Immobilisations	IMPUTATIONS: Dépenses	RÉMUNÉRATION
1. Direction	11 589		20	10 540	6 304
Permanents(1)	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				41	
2. Information, communication et administration	73 677		2 777	56 896	27 757
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				17 458	
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	33 262		262	30 063	25 076
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				273	
4. Administration de l'enseignement supérieur	10 351		52	9 026	8 287
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				54	
5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue	7 305		35	6 590	5 864
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				38	
6. Conseil supérieur de l'éducation	2 711		19	2 394	1 988
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				22	
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 443		17	1 939	1 434
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				16	
8. Administration du loisir et du sport	5 053		6	4 383	2 853
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				12	
TOTAL	146 400		3 189	139 756	79 563

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2
Sommaire : page 1-14

Formation en tourisme et hôtellerie

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS: Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS: Immobilisations	IMPUTATIONS: Dépenses	RÉMUNÉRATION
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	23 873			23 873	
TOTAL	23 873			23 873	

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS — Suspension du droit d'engager	CRÉDITS NON UTILISÉS — Reports	CRÉDITS NON UTILISÉS — Autres

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
2 544		1 693				789	240
10							
41							
29 139						2 876	11 129
17 458							
4 988						425	2 512
273							
739							1 272
54							
726							680
38							
406							298
22							
504							487
16							
1 330		200					663
12							
58 301		1 892				4 089	17 282

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		23 873					
		23 873					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-14		**Aide financière aux études**			
1. Bourses consécutives aux prêts	456 459			456 459	
2. Intérêts et remboursements aux banques	183 116	107 053		49 161	
Permanents(1)	43 475			43 475	
3. Autres bourses	17 487			17 487	
4. Administration de l'aide financière aux études	20 348		1 169	17 500	13 401
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				2 263	
TOTAL	720 885	107 053	1 169	586 344	13 401

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-14		**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**			
1. Commissions scolaires	6 950 125			6 926 750	
2. Commissions scolaires à statut particulier	237 112			237 112	
3. Service de la dette des commissions scolaires	807 973	91 310 (1)		716 663	
4. Enseignement privé	461 980			461 980	
5. Soutien à des partenaires en éducation	50 535			48 873	
6. Aide au transport scolaire	313 620			313 620	
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	16 967				
TOTAL	8 838 313	91 310		8 704 999	

(1) Cette somme représente l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		456 459					
	8 454	40 707					26 903
	43 475						
		17 487					
4 099							1 680
2 263							
6 361	51 929	514 652					28 583

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		6 926 750					23 375
		237 112					
		716 663					
		461 980					
		48 873					1 662
		313 620					
							16 967
		8 704 999					42 004

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-14	**Enseignement supérieur**				
1. Cégeps	1 589 293			1 572 183	
2. Universités	2 806 825			2 806 696	
3. Enseignement privé au collégial	103 226			103 226	
4. Service de la dette des cégeps	218 812			215 858	
5. Service de la dette des universités	355 199			354 860	
6. Soutien à des partenaires en éducation	3 909			3 719	
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	40 225				
TOTAL	5 117 489			5 056 542	
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-14	**Développement du loisir et du sport**				
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	36 593			36 503	
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	26 153			26 116	
TOTAL	62 745			62 619	

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS — Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à rendre accessibles, aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial public et privé et universitaire, les services d'enseignement, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		1 572 183					17 110
		2 793 696	13 000				129
		103 226					
		215 858					2 955
		354 860					339
		3 719					190
							40 225
		5 043 542	13 000				60 948

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		36 503					89
		26 116					37
		62 619					126

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		**Régimes de retraite**			
1. Régime de retraite des enseignants					
Permanents(1)	125 605			125 605	
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(2)	752 643			752 643	
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents(3)	152 143			120 822	
TOTAL	1 030 391			999 070	

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Votés	14 866 221	198 363	4 357	14 510 471	92 964
Permanents	1 073 876			1 042 555	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				20 177	
TOTAL	**15 940 097**	**198 363**	**4 357**	**15 573 203**	**92 964** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 765 à l'égard de 113 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		125 605					
		752 643					
		120 822					31 321
		999 070					31 321

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
44 475	8 454	14 351 578	13 000			4 089	148 942
10	43 475	999 070					31 321
20 177							
64 662	**51 929**	**15 350 648**	**13 000**			**4 089**	**180 263**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	2 039	3	
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	23 873		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	456 459		
Intérêts et remboursements aux banques	40 707		
Autres	17 487		
Total du programme 3	514 652		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	9 009		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 187 237		
Enseignement privé	461 980		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	57 058		
Programme d'action communautaire	18 230		
Service de la dette des commissions scolaires	676 573		
Transport scolaire	313 620		
Autres	23 296		
Total du programme 4	8 747 003		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Cégeps	1 589 293	54	
Enseignement privé au collégial	103 226		
Universités	2 793 825		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	40 225		
Service de la dette			
Service de la dette des cégeps	218 812		
Service de la dette des universités	355 199		
Autres	3 909		
Total du programme 5	5 104 489	54	
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	4 852		
Kino-Québec	1 575		
Promotion du loisir	13 787		
Promotion du sport	19 493		
Soutien aux équipements de loisir	41		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	22 765		
Autres	233		
Total du programme 6	62 745		

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
1 166	36	504	184	1	1 892	2 766
				23 873	23 873	23 665
			456 459		456 459	437 504
			40 707		40 707	34 734
1 907			15 580		17 487	18 105
1 907			512 746		514 652	490 343
		8 380			8 380	16 880
7 161 816				2 047	7 163 863	7 120 228
461 980					461 980	462 664
40 091					40 091	139 032
		18 230			18 230	18 230
676 573					676 573	581 228
313 620					313 620	286 370
		22 263			22 263	20 729
8 654 080		48 873		2 047	8 704 999	8 645 362
1 571 660				470	1 572 183	1 576 320
103 226					103 226	106 333
2 792 857				839	2 793 696	2 564 395
870					870	41 716
214 987					214 987	193 609
354 860					354 860	332 346
253		3 466			3 719	3 800
5 038 713		3 466		1 308	5 043 542	4 818 518
		118	4 707		4 825	4 773
		1 575			1 575	2 762
	270	13 505			13 776	13 778
		19 483			19 483	18 781
	41				41	161
		22 687			22 687	22 808
		233			233	397
	311	57 601	4 707		62 619	63 460

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	752 643		
Régime de retraite des enseignants	125 605		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	152 143		
Total du programme 7	1 030 391		
Total des crédits et dépenses	**15 485 193**	**57**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
752 643					752 643	760 232
125 605					125 605	127 335
120 822					120 822	117 864
999 070					999 070	1 005 431
14 694 936	**347**	**110 443**	**517 636**	**27 229**	**15 350 648**	**15 049 545**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	11 425 003	11 425 003	11 126 463
Fonctionnement	1 659 989	1 642 236	1 678 811
Capital	823 284	823 284	847 900
Intérêt	514 739	514 738	495 208
Support	1 062 179	945 388	901 163
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**15 485 193**	**15 350 648**	**15 049 545**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	13 000	13 000	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**13 000**	**13 000**	

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Frais de perception	2 019		2 234
F rmation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	207		
Divers	2		3
	2 228		2 236
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	207		
	2 021		2 236
Intérêts			
Aide financière de dernier recours	18 293		16 371
Divers	9		7
	18 302		16 378
Amendes et confiscations			
Frais - Chèques sans provision	254		262
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	367		1 088
Subventions d'années antérieures	270		319
Aide financière de dernier recours	58 036	(1)	79 472
Aide financière de dernier recours - R.R.Q.	1 353		1 659
Aide financière de dernier recours - Pensions alimentaires	17 487		18 123
Aide financière de dernier recours - Garants défaillants	2 570		2 417
Divers	4		8
	80 086		103 085
	100 664		121 961
Total des revenus autonomes	100 664		121 961
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Entente relative au marché du travail	648 075		655 106
Entente sur le marché du travail - Pacte pour l'emploi	115 705		115 914
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	197	(2)	13 160
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	9 843		8 939
	773 820		793 119
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	197	(2)	13 160
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	9 843		8 939
Total des transferts du gouvernement fédéral	763 780		771 020
Total des revenus	**864 443**		**892 981**

(1) La diminution s'explique principalement par la réévaluation à la hausse, en 2010-2011, de la valeur de réalisation de sommes à recevoir.

(2) La diminution s'explique par la fin du financement supplémentaire accordé pour 2009-2010 et 2010-2011 dans le cadre de l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS: Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS: Immobilisations	IMPUTATIONS: Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16 — **Mesures d'aide à l'emploi**					
1. Mesures d'aide à l'emploi	889 976			889 976	
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants	33				
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre du Pacte pour l'emploi	295				
TOTAL	890 305			889 976	

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS: Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS: Immobilisations	IMPUTATIONS: Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20 — **Mesures d'aide financière**					
1. Aide aux personnes et aux familles	2 936 575	119		2 935 575	
Permanents(1)	8 934			8 934	
2. Action communautaire	10 607			10 607	
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	22 959			22 959	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi					
TOTAL	2 979 076	119		2 978 076	

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5). Il favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec. De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais du Pacte pour l'emploi.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
			889 976				
							33
							295
			889 976				328

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il permet aussi, par le biais du programme Alternative jeunesse, de soutenir les jeunes adultes sur base volontaire qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		2 911 964	23 610				881
	8 934						
		4 736	5 871				
		22 959					
	8 934	2 939 660	29 482				881

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		**Administration**			
1. Direction	12 524			12 524	7 426
Permanents(1)	10			10	
2. Services à la gestion	150 607		20	143 415	22 765
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				124	
3. Centre de recouvrement	10 365		3	8 512	7 237
Permanents(2)	14			14	
4. Affaires gouvernementales et relations avec les citoyens et les organismes	19 379	1		18 615	9 706
5. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	267 024	1	77	263 668	113 749
6. Politiques et analyse stratégique	6 081			6 081	4 707
TOTAL	466 003	2	100	452 962	165 590

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 326 426	121	100	4 311 932	165 590
Permanents	8 957			8 957	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				124	
TOTAL	**4 335 384**	**121**	**100**	**4 321 014**	**165 590** [1]

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 28 988 à l'égard de 306 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
1 420		500	3 178				
10							
55 915			64 735			6 162	1 010
124							
1 275						1 000	849
14							
2 664		4 983	1 261			764	
30 405			119 514			3 277	1
740		35	599				
92 567		5 519	189 287			11 204	1 860

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
92 420		2 945 179	1 108 744			11 204	3 070
23	8 934						
124							
92 567	**8 934**	**2 945 179**	**1 108 744**			**11 204**	**3 070**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Pacte pour l'emploi	295		
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	3 632		
Aide aux personnes et aux familles	2 911 964	95	2
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	22 959		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	1 104		
Total du programme 2	2 939 660	95	2
Programme 3 - Administration			
Tribunal administratif du Québec	4 983		
Autres	535		
Total du programme 3	5 519		
Total des crédits et dépenses	**2 945 474**	**95**	**2**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		3 632			3 632	3 252
3	7	5 858	2 905 999		2 911 964	2 896 782
			21 283	1 676	22 959	22 583
		1 104			1 104	1 106
3	7	10 594	2 927 282	1 676	2 939 660	2 923 724
				4 983	4 983	4 827
		500		35	535	525
		500		5 018	5 519	5 352
3	**7**	**11 094**	**2 927 282**	**6 695**	**2 945 179**	**2 929 076**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	4 633	4 633	4 746
Fonctionnement	1 858	1 858	2 048
Capital	168	168	280
Support	2 938 814	2 938 519	2 922 002
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 945 474**	**2 945 179**	**2 929 076**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	118 404	118 404	113 829
Fonctionnement	63 484	60 658	63 889
Capital	9 625	9 625	10 593
Intérêt	1 000	600	900
Support	919 458	919 458	902 193
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 111 971**	**1 108 744**	**1 091 403**

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	101	57
Honoraires - Dossiers publics	11 938	11 160
Divers	23	15
	12 061	11 232
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	1	3
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	71	59
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	255	1 137
Subventions d'années antérieures	697	745
	952	1 882
	1 025	1 944
Total des revenus autonomes	13 086	13 177
Total des revenus	**13 086**	**13 177**

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 — **Planification, recherche et administration** Sommaire : page 1-20					
1. Planification, recherche et administration	54 042		3 932	45 898	30 128
Permanents(1)	19			19	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				6 657	
TOTAL	54 061		3 932	52 574	30 128

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 — **Mesures d'aide à la famille** Sommaire : page 1-20					
1. Gestion des services à la famille	14 183			14 183	
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	2 229 375	72 800 (2)		2 156 575	
Permanents(1)	100			21	
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	25 086			25 086	
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	58 737			58 737	
5. Soutien aux enfants	30 595			30 595	
Permanents(1)	41			41	
6. Organismes communautaires	17 364			17 364	
7. Conseil de la famille et de l'enfance	252			252	178
TOTAL	2 375 733	72 800		2 302 854	178

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(2) Cette somme représente l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	CRÉDITS NON UTILISÉS Reports	CRÉDITS NON UTILISÉS Autres

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
14 052		1 718					4 211
19							
6 657							
20 728		1 718					4 211

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement des infrastructures des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
1 492		12 692					
		2 156 575					
	21						79
		25 086					
		58 737					
		30 595					
	41						
		17 364					
74							
1 566	62	2 301 048					79

FAMILLE ET AÎNÉS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		**Condition des aînés**			
1. Conseil des aînés	196			196	118
2. Secrétariat aux aînés	18 572			18 572	
TOTAL	18 768			18 768	118
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**Curateur public**			
1. Curateur public	54 149		9 208	39 509	28 667
Permanents(1)	100			9	
Permanents(2)	11 546			11 546	9 832
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 900	
TOTAL	65 795		9 208	52 964	38 500

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 502 552	72 801	13 140	2 406 967	59 092
Permanents	11 806			11 636	9 832
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				8 557	
TOTAL	**2 514 357**	**72 801**	**13 140**	**2 427 160**	**68 924** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 949 à l'égard de 66 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
78							
932		17 640					
1 010		17 640					

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
10 842					1 632	1 235	2 565
	9						91
1 714							
1 900							
14 455	9				1 632	1 235	2 656

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
27 470		2 320 406			1 632	1 235	6 776
1 733	71						170
8 557							
37 759	**71**	**2 320 406**			**1 632**	**1 235**	**6 946**

FAMILLE ET AÎNÉS

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	1 779	40	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	30 515		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	80		
Organismes communautaires - Famille	17 364		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	58 737		
Subvention annuelle des garderies	429 632	429 632	
Subvention de la garde en milieu familial	655 669		
Subvention des centres de la petite enfance	1 070 364	158	
Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	25 086		
Subventions de développement et d'investissements	910		
Autres	12 692		
Total du programme 2	2 301 048	429 790	
Programme 3 - Condition des aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	274		
Politique vieillir chez soi	410		
Programme du Coeur à l'action pour les aînés du Québec	178		
Soutien aux initiatives visant le respect des aînés	10 366		
Stratégie d'action en faveur des aînés	3 407		151
Tables régionales de concertation des aînés	720		
Autres	2 286		
Total du programme 3	17 640		151
Total des crédits et dépenses	**2 320 467**	**429 829**	**151**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
113	12	1 340		213	1 718	2 067
				30 515	30 515	32 682
			80		80	86
		17 364			17 364	16 332
		58 737			58 737	56 485
					429 632	405 863
		655 669			655 669	601 158
		1 070 206			1 070 364	997 769
		25 086			25 086	24 208
		910			910	1 295
13	1 092	11 587			12 692	8 398
13	1 092	1 839 558	80	30 515	2 301 048	2 144 275
200		74			274	190
		410			410	
		178			178	1 810
157	120	10 089			10 366	8 121
	2 948	308			3 407	4 048
		720			720	720
45	1 728	512			2 286	1 765
402	4 796	12 291			17 640	16 654
529	**5 899**	**1 853 189**	**80**	**30 729**	**2 320 406**	**2 162 996**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

FAMILLE ET AÎNÉS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	30 729	30 729	33 137
Capital	16 020	16 020	15 185
Intérêt	9 899	9 899	10 159
Support	2 263 819	2 263 757	2 104 515
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 320 467**	**2 320 406**	**2 162 996**

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs - Fonds des services de santé	6 019 330	5 764 980
Cotisations des particuliers - Fonds des services de santé	226 760	209 256
	6 246 090	5 974 235
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts - Sociétés d'état	198 023	185 959
Recouvrements de tiers	34	53
Honoraires sur garantie gouvernementale	15 512	15 173
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	300	300
Divers	(441)	
	213 427	201 485
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	300	300
Financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux	(441)	
	213 569	201 185
Intérêts		
Comptes de banque	943	657
Prêts	222	181
Dividendes	6 677	6 677
	7 841	7 515
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	15 338	29 098
Produits de la criminalité	1 747	602
	17 086	29 700
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 045	2 098
Surplus - Fonds spéciaux et organismes		4 572
	1 045	6 670
	239 541	245 070

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
Revenus provenant des entreprises du gouvernement (1)			
Hydro-Québec	1 958 000		1 886 000
Loto-Québec	1 196 440		1 246 813
Société des alcools du Québec	999 746		914 670
	4 154 186		4 047 483
Total des revenus autonomes	10 639 817		10 266 788
Transferts du gouvernement fédéral			
Péréquation	7 814 540	(2)	8 552 241
Paiement de protection	368 932	(3)	
Transferts pour la santé	4 511 240	(4)	4 309 684
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 488 869	(5)	1 454 788
Autres programmes	225 512	(6)	313 237
	14 409 093		14 629 951
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	463 550		463 550
Total des transferts du gouvernement fédéral	13 945 543		14 166 401
Total des revenus	**24 585 360**		**24 433 189**

(1) Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats :

	2012		2011
Hydro-Québec	587 000		592 000
Investissement Québec	42 917	(a)	
Société générale de financement du Québec		(a)	193 226
Autres	(8 416)	(b)	2 694
Ajustements de consolidation	(26 335)		2 601
	595 166		790 521
Dividendes déclarés	4 154 186		4 047 483
	4 749 352		4 838 004

(a) Le revenu de 2011-2012 provient de la première année d'exploitation d'Investissement Québec en tant qu'entreprise du gouvernement, à la suite de sa fusion avec la Société générale de financement du Québec le 1er avril 2011. Cette nouvelle entreprise regroupe également les activités d'IQ Immigrants Investisseurs inc. et d'IQ Fier inc. depuis cette date.

De plus, la diminution entre les résultats d'Investissement Québec en 2011-2012 et ceux en 2010-2011 des entités qui ont été regroupées avec cette dernière, s'explique en partie par les gains inférieurs en 2011-2012 sur ses placements.

(b) Autres

	2012		2011
Capital Financière agricole inc.	(682)		(96)
IQ FIER inc.		(i)	(7 701)
IQ Immigrants Investisseurs inc.		(i)	12 219
Société Innovatech du Grand Montréal	(169)		(259)
Société Innovatech du Sud du Québec	(330)		46
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	(6 598)		(1 711)
Société Innovatech Régions Ressources	(637)		196
	(8 416)		2 694

(i) Voir la note (a) ci-haut.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
(2) Péréquation		
2011-2012	7 814 540	
2010-2011		8 552 241
	7 814 540	8 552 241

(3) L'augmentation s'explique par le fait qu'en 2011-2012, contrairement à 2010-2011, le Québec s'est qualifié à un paiement de protection, ce qui lui assure que le total des transferts d'une année pour la péréquation, pour la santé et pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux, n'est pas moindre que celui de l'année précédente.

	2012	2011
(4) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
2011-2012	9 339 865	
2010-2011	(80 515)	8 972 480
2009-2010		
2008-2009	(1 167)	3 929
2007-2008		16 094
	9 258 182	8 992 503
Transferts fiscaux		
2011-2012	(2 950 779)	
2010-2011	61 175	(2 874 455)
2009-2010		
2008-2009	341	(4 088)
2007-2008		(4 665)
	(2 889 263)	(2 883 208)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2011-2012	(1 938 956)	
2010-2011	18 994	(1 880 786)
2009-2010	4 180	24 674
2008-2009	246	875
2007-2008		(2 343)
	(1 915 536)	(1 857 579)
Fonds de transfert visant la réduction des temps d'attente	57 857	57 969
	4 511 240	4 309 684

	2012	2011
(5) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
2011-2012	2 664 674	
2010-2011	(1 767)	2 592 087
2009-2010		1 206
2008-2009		
2007-2008		13
	2 662 907	2 593 306

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
(5) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux (suite)			
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)			
2011-2012	(1 188 393)		
2010-2011	11 642		(1 152 740)
2009-2010	2 562		15 123
2008-2009	151		536
2007-2008			(1 436)
	(1 174 038)		(1 138 518)
	1 488 869		**1 454 788**
(6) Autres programmes			
Transfert fiscal - Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)			
2011-2012	(684 745)		
2010-2011			(661 443)
	(684 745)		(661 443)
Bilinguisme			
2011-2012	38 524		
2010-2011			38 524
	38 524		38 524
Programme canadien de prêts aux étudiants	288 670		317 581
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	54 534	(a)	31 747
Financement de base - Plan Chantiers Canada	20 880		14 370
Subside basé sur la population	5 294		5 294
Droit à l'exportation du bois d'oeuvre	20 804		15 713
Compensation à l'égard de l'élimination de la taxe sur le capital		(b)	69 900
Fonds pour le recrutement de policiers	18 000		18 000
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	463 550		463 550
	225 512		313 237

(a) L'augmentation s'explique par le fait que le gouvernement fédéral a perçu davantage de revenus relatifs aux impôts sur les dividendes d'actions privilégiées en 2011-2012 comparativement à 2010-2011. Ceci a eu pour effet d'augmenter les sommes allouées au Québec relativement à ce programme.

(b) La diminution s'explique par la fin de la compensation fédérale à l'égard de l'élimination de la taxe sur le capital.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26	**Direction du Ministère**				
1. Direction et services à la gestion	30 931		322	26 515	13 650
Permanents(1)	19			19	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				619	
2. Institut de la statistique du Québec	13 762			13 762	
3. Société de financement des infrastructures locales du Québec	14 266				
TOTAL	58 978		322	40 915	13 650

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26	**Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement**				
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	17 023			13 960	12 934
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	7 887		137	5 949	5 911
3. Frais de services bancaires					
Permanents(1)	6 343			5 349	
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	14 946		535	13 440	12 921
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				392	
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	14 328			13 742	
Permanents(2)	19 000			19 000	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	17 857				
TOTAL	97 383		672	71 833	31 766

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(2) Loi instituant le Fonds du Plan Nord (L.R.Q., c. F-3.2.1.1.1).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS: Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la direction du Min.stère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec et à assurer le financement des infrastructures.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
12 430		435			1 410	851	1 833
19							
619							
		13 762					
							14 266
13 068		14 197			1 410	851	16 099

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
1 026					1 914	940	208
39					320	285	1 195
5 349							993
519					80	58	833
392							
8 424		4 980	338		500	1	85
			19 000				
					9 400		8 457
15 749		4 980	19 338		12 214	1 284	11 772

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-30		**Service de la dette**			
1. Service de la dette directe					
Permanents(1)	5 007 000			4 592 579 (3)	
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite					
Permanents(2)	2 804 000			2 762 898 (4)	
3. Intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants	2 097			2 097 (5)	
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés					
Ne nécessitant pas de crédits				(11 970) (6)	
TOTAL	7 813 097			7 345 604	

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).

(3) Le service de dette est réduit des revenus de 503 341, dont ceux du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement pour une somme de 451 959.

(4) Le service de dette est réduit des revenus de 2 113 365, dont ceux du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour une somme de 2 087 436.

(5) Le service de dette est réduit des revenus de 22 268 du Fonds du régime de rentes de survivants.

(6) Le service de dette est réduit des revenus de 42 325 du Fonds des congés de maladie accumulés.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Votés	133 096		994	89 465	45 416
Permanents	7 836 362			7 379 845	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 011	
Ne nécessitant pas de crédits				(11 970)	
TOTAL	**7 969 458**		**994**	**7 458 352**	**45 416** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 9 317 à l'égard de 88 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés et à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
				4 592 579			414 421
				2 762 898			41 102
				2 097			
				(11 970)			
				7 345 604			455 523

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
22 438		19 177	338	2 097	13 624	2 135	26 877
5 368			19 000	7 355 477			456 517
1 011							
				(11 970)			
28 817		**19 177**	**19 338**	**7 345 604**	**13 624**	**2 135**	**483 394**

FINANCES

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du Ministère			
Institut de la statistique du Québec	13 762		
Société de financement des infrastructures locales du Québec	14 266		
Autres	435	8	1
Total du programme 1	28 463	8	1
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	13 499		
Autres	5 065	1	
Total du programme 2	18 564	1	
Total des crédits et dépenses	**47 027**	**8**	**1**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
				13 762	13 762	13 927
11		415			435	300
11		415		13 762	14 197	14 226
1 878	13	3 084	5		4 980	5 275
1 878	13	3 084	5		4 980	5 275
1 889	**13**	**3 500**	**5**	**13 762**	**19 177**	**19 501**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	11 296	11 296	11 436
Fonctionnement	2 466	2 466	2 491
Capital	535		
Intérêt	750		
Support	31 980	5 415	5 574
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**47 027**	**19 177**	**19 501**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	338	338	450
Support	19 000	19 000	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**19 338**	**19 338**	**450**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
Droits et permis			
Autres			
Demande d'engagement d'un garant - Ressortissants étrangers	2 722		4 490
Demande d'un employeur relative à un emploi	1 613		1 485
Consultant en immigration	230		36
Certificat de sélection - Ressortissants étrangers	50 330	(1)	60 351
Certificat d'acceptation - Travailleurs	2 671		2 349
Certificat d'acceptation - Étudiants	3 136		2 880
	60 703		71 591
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	2 182		2 227
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 417		60
Divers	6		6
	9 605		2 293
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 417		60
	2 188		2 233
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	602		95
Subventions d'années antérieures	175		170
	777		265
	2 965		2 499
Total des revenus autonomes	63 668		74 090
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Intégration des immigrants	283 102	(2)	258 445
Total des transferts du gouvernement fédéral	283 102		258 445
Total des revenus	**346 770**		**332 535**

(1) La diminution s'explique par la réception en 2010-2011 d'un plus grand nombre de demandes de sélection de la catégorie « Investisseurs », en raison de l'annonce d'une hausse, à compter de décembre 2010, de l'investissement requis pour se qualifier.

(2) L'augmentation s'explique par une indexation de 9,5 % du transfert du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14	**Immigration, intégration et communautés culturelles**				
1. Immigration	29 880	44		23 728	15 561
2. Francisation	70 998		169	69 829	32 015
3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles	50 076			48 576	17 057
4. Direction, information et services centralisés	36 564	83	1 508	23 107	14 384
Permanents(1)	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 406	
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
TOTAL	187 527	127	1 676	168 656	79 017

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26	**Organisme relevant du ministre**				
1. Conseil des relations interculturelles	853 (1)			273	216
TOTAL	853			273	216

(1) Le Conseil des relations interculturelles a été aboli et ses activités ont été transférées au programme 1 du portefeuille Immigration et communautés culturelles le 1er juillet 2011.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	188 371	127	1 676	165 514	79 233
Permanents	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 406	
TOTAL	**188 381**	**127**	**1 676**	**168 929**	**79 233** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 148 à l'égard de 53 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.							
8 167					4 931	1 176	
21 213		16 602			1 000		
5 650		25 869			1 500		
8 393		330			791	951	10 124
10							
3 406							
46 839		42 800			8 222	2 128	10 124
Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles.							
57					575		5
57					575		5
43 480		42 800			8 797	2 128	10 128
10							
3 406							
46 895		**42 800**			**8 797**	**2 128**	**10 128**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Programme action diversité	2 421		
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants	13 554		
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	2 814		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	16 602		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	1 579		
Programme de soutien à des projets afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	1 189		
Programme régional d'intégration	5 813		
Autres	330	1	
Total du programme 1	44 301	1	
Total des crédits et dépenses	**44 301**	**1**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		2 421			2 421	3 336
		12 554			12 554	13 202
			2 814		2 814	2 986
		42	16 559		16 602	14 718
		1 579			1 579	1 081
		689			689	654
	4 208	1 604			5 813	7 393
3	3	324			330	330
3	4 211	19 214	19 373		42 800	43 700
3	**4 211**	**19 214**	**19 373**		**42 800**	**43 700**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	44 301	42 800	43 700
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**44 301**	**42 800**	**43 700**

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises		159
Vendeurs itinérants	232	282
Studio de santé	101	87
Agences de voyages	589	652
Conseillers en voyage	283	418
Certificat d'exemption	47	53
Divers	41	37
	1 293	1 688
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	627	565
Recouvrements de tiers	269	68
Actes judiciaires	34 035	34 319
Actes juridiques	34 082	31 219
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		25
Divers	23	55
	69 037	66 269
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		25
	69 037	66 245
Amendes et confiscations		
Infractions au code de la sécurité routière	56 200	52 150
Infractions au code criminel	11 388	11 419
Infractions à diverses lois	18 452	17 890
Aide aux victimes d'actes criminels	17 901	17 409
Divers		1
	103 941	98 869
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	678	787
Surplus - Fonds spéciaux et organismes	1 626	414
	2 305	1 201
	175 283	166 315
Total des revenus autonomes	176 576	168 003

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	27 238	27 200
Conseillers juridiques auprès des autochtones	498	502
Informations concernant les sentences	52	51
Mesures québécoises de justice familiale	2 742	2 742
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	488	491
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(3)	(30)
Divers	30	38
	31 046	30 994
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	488	491
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(3)	(30)
Total des transferts du gouvernement fédéral	30 561	30 533
Total des revenus	**207 136**	**198 536**

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**Activité judiciaire**			
1. Magistrature	2 468		175	2 293	1 906
Permanents(1)	70 023			70 023	66 611
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents(1)	2 224			1 999	338
3. Soutien à la magistrature	25 892		108	25 784	24 107
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents(1)	204			42	
TOTAL	100 811		283	100 140	92 962

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16).

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**Administration de la justice**			
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	78 889		2 100	76 789	55 145
2. Affaires juridiques et législatives	43 075			43 075	37 805
3. Direction, planification et services à l'organisation	141 970		7 287	134 683	32 307
Permanents(1)	5 116			5 116	5 116
Permanents(2)	5 224			5 224	
Permanents(3)	20			15	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				6 325	
4. Traitement des infractions et perception des amendes	10 232		328	9 903	7 252
5. Système intégré d'information de justice	19 085		18 480	605	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				27 614	
TOTAL	303 610		28 195	309 349	137 625

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(3) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
387							
3 412							
1 661							226
1 677							
42							162
7 179							388

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
20 658		986					
5 270							
89 667		1 608	11 101				
	5 224						
15							5
6 325							
2 651							
605							
27 614							
152 805	5 224	2 593	11 101				6

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-26		**Justice administrative**			
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	11 614			11 614	
2. Conseil de la justice administrative	379			379	199
TOTAL	11 993			11 993	199
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**Aide aux justiciables**			
1. Commission des services juridiques	136 710			136 710	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	696			696	
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels					
Permanents(1)	95 296			95 296	
4. Loi sur le civisme					
Permanents(2)	1 174			1 024	
5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 214		238	14 975	11 676
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				224	
TOTAL	249 089		238	248 924	11 676

(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (L.R.Q., c. I-6).

(2) Loi visant à favoriser le civisme (L.R.Q., c. C-20).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		11 614					
180							
180		11 614					

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs, l'aide au civisme et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels. De plus, par le biais de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, il veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		136 710					
		696					
11 905		83 391					
237		787					151
3 299							
224							
15 665		221 584					151

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-26		**Organisme de protection relevant du ministre**			
1. Office de la protection du consommateur	8 751		156	8 596	6 342
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				121	
TOTAL	8 751		156	8 717	6 342
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-26		**Poursuites criminelles et pénales**			
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	101 974	5	977	100 992	79 266
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				5 321	
TOTAL	101 974	5	977	106 313	79 266
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	596 947	5	29 849	567 092	256 005
Permanents	179 282			178 738	72 065
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				39 605	
TOTAL	**776 229**	**5**	**29 849**	**785 436**	**328 070** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 12 697 à l'égard de 136 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme géré par l'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).

2 103		151					
121							
2 224		151					

Ce programme, géré par le Directeur des poursuites criminelles et pénales, permet à ce dernier d'agir comme poursuivant dans les matières criminelles et pénales.

21 726							
5 321							
27 046							

148 222		151 764	11 101				1
17 271	5 224	84 178					544
39 605							
205 098	**5 224**	**235 942**	**11 101**				**545**

JUSTICE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	2 594		
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	11 614		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Actes de civisme	937		
Aide juridique	55 355		
Commission des services juridiques	81 355		
Fonds d'aide aux recours collectifs - Aide aux bénéficiaires	273		
Fonds d'aide aux recours collectifs - Fonctionnement	422		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	83 391		
Total du programme 4	221 734		
Programme 5 - Organisme de protection relevant du ministre			
Projets et partenariats stratégiques	149		
Autres	2		
Total du programme 5	151		
Total des crédits et dépenses	**236 093**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
205	275	2 114			2 593	2 028
				11 614	11 614	11 273
			787		787	959
			55 355		55 355	53 655
				81 355	81 355	80 162
			273		273	298
				422	422	419
			83 391		83 391	78 957
			139 807	81 777	221 584	214 450
8		141			149	
2					2	101
10		141			151	101
215	**275**	**2 255**	**139 807**	**93 391**	**235 942**	**227 853**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	74 432	74 432	73 026
Fonctionnement	18 436	18 436	18 304
Capital	523	523	523
Support	142 702	142 551	135 999
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**236 093**	**235 942**	**227 853**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Support	11 101	11 101	12 001
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**11 101**	**11 101**	**12 001**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	588	
Divers	16	5
	603	5
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	588	
	16	5
Intérêts		
Divers		1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	261	219
Divers		2
	261	221
	276	226
Total des revenus autonomes	276	226
Total des revenus	**276**	**226**

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18 — **Affaires internationales**					
1. Politiques et affaires francophones et multilatérales	22 166	20		21 924	6 577
Permanents(1)	929	1		928	
2. Représentation du Québec à l'étranger	72 261	1 051	14 503	54 852	38 111
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				2 546	
3. Affaires bilatérales	19 363	14		19 295	4 795
4. Protocole, missions et administration	18 872	20	496	17 390	10 706
Permanents(2)	14			14	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 211	
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec	80				
TOTAL	133 686	1 106	14 999	118 161	60 189

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Votés	132 742	1 105	14 999	113 461	60 189
Permanents	944	1		943	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 757	
TOTAL	**133 686**	**1 106**	**14 999**	**118 161**	**60 189** [1]

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 873 à l'égard de 68 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

1 980		13 367				32	190
928							
16 741							1 856
2 546							
1 847		12 653				18	35
6 684						27	939
	14						
1 211							
							80
31 938	14	26 020				77	3 099

27 253		26 020				77	3 099
928	14						
3 757							
31 938	**14**	**26 020**				**77**	**3 099**

RELATIONS INTERNATIONALES

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Affaires internationales			
Organismes de la Francophonie	7 979		
Organismes voués à la jeunesse	6 332		
Programmes de coopération	2 031	2	113
Québec sans frontières et autres	3 174		
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3 824		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	1 151	49	
Autres	1 639	26	1
Total du programme 1	26 130	76	114
Total des crédits et dépenses	**26 130**	**76**	**114**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
101	40	7 838			7 979	11 745
		6 332			6 332	6 347
646	57	824	169	219	2 031	2 055
		3 174			3 174	3 601
87		3 737			3 824	4 268
392	35	535	97	8	1 116	884
287	11	886	352	3	1 564	1 591
1 512	144	23 325	619	230	26 020	30 492
1 512	**144**	**23 325**	**619**	**230**	**26 020**	**30 492**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	925	925	935
Fonctionnement	1 041	1 041	1 057
Support	24 164	24 054	28 500
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**26 130**	**26 020**	**30 492**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
Droits et permis			
Ressources forestières			
Coupe de bois - Usage domestique	182		185
Usines de transformation du bois	579		610
Permis d'intervention - Approvisionnement de bois sur les terres publiques	114 078		119 943
Marché libre des bois	439		
Biomasse forestière	52		51
Érablières	1 829		1 808
Intervention - Travaux d'utilité publique	28		56
Intervention - Activités minières	277		149
Traitements sylvicoles réguliers	(89 720)	(1)	(76 861)
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	(5 243)		(5 223)
Plans spéciaux - Récupération et mise en production	(19 555)	(2)	(37 859)
Divers	65		79
	3 012		2 937
Ressources minières			
Exploitation minière	333 680		305 403
Claim	12 579		12 755
Exploitation par baux	2 532		1 566
Permis de recherche pour réservoir souterrain	277		273
Renseignements généraux	101		88
Exploitation - Sable, gravier et autres	3 301		3 811
Transfert au Fonds des ressources naturelles	(20 000)		(20 000)
Divers	16		17
	332 487		303 912
Ressources hydrauliques			
Énergie électrique produite			(319)
Régimes des eaux	1 364		1 367
	1 364		1 048
Autres			
Études de dossiers	21		72
Bail d'exploitation et d'utilisation	63		64
Permis de recherche de pétrole et de gaz naturel	921		757
Permis de recherche de pétrole, de gaz naturel et de réservoir souterrain	153		37
Permis de chasse, pêche et piégeage	31 261		30 701
Permis commerciaux et particuliers	261		223
Droits pour activités commerciales	1 193		1 184
Divers	19		20
	33 892		33 057
	370 755		340 954

(1) La variation s'explique principalement par l'imputation aux dépenses de fonctionnement d'une somme de 24 045 (38 407 en 2010-2011) des coûts de traitements sylvicoles, en raison de l'insuffisance des revenus de « permis d'intervention – approvisionnement de bois sur les terres publiques » pour couvrir ces coûts.

(2) La variation s'explique principalement par la diminution de certaines activités de reboisement et par la diminution des feux de forêt en 2011-2012.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	206	211
Immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique	(247)	486
Terres de l'état	3 134	1 846
Terrains et bâtisses	9	241
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	187	196
Frais de vente et de location de terrains	645	628
Location et concessions	14 323	12 913
Enregistrement de transferts	258	203
Frais d'inscription aux tirages au sort	130	143
Gains sur dispositions d'immobilisations	225	297
Dossier éolien - Tarif annuel d'une réserve de superficie	171	261
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 169	2 524
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		1 204
Divers	51	71
	21 263	21 224
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 169	2 524
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		1 204
	19 094	17 496
Intérêts		
Autres revenus à percevoir	656	578
Droits sur les profits d'exploitation minière	690	144
Débiteurs	56	39
	1 401	762
Amendes et confiscations		
Dispenses		77
Infractions à la Loi sur les forêts	(883)	(6)
Infractions à diverses lois	9	165
Divers	44	80
	(830)	316
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	554	506
Subventions d'années antérieures	3 514	1 374
	4 069	1 880
	23 733	20 453
Total des revenus autonomes	394 488	361 407

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	347	444
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources	(221)	5 708
	127	6 152
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	347	444
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources	(221)	5 708
Total des transferts du gouvernement fédéral		
Total des revenus	**394 488**	**361 407**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**Gestion des ressources naturelles**			
1. Plan Nord et territoire	14 385		2	14 383	3 156
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				69	
2. Ressources forestières	306 849	33 666 (5)		273 183	
Permanents(1)	8 533			8 533	
Permanents(2)	7 183			7 183	
Permanents(3)	20			20	
3. Ressources minérales	14 816		95	14 721	10 317
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				987	
4. Ressources énergétiques	23 630		6	23 624	4 380
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				17	
5. Direction du Ministère, administration et connaissance géographique	52 784	1	3 200	49 583	19 178
Permanents(2)	75				
Permanents(4)	19			19	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				16 634	
6. Opérations régionales	150 934		7 687	143 247	77 051
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 091	
7. Forestier en chef	6 117		32	6 085	4 832
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				69	
TOTAL	585 346	33 667	11 022	561 448	118 914

(1) Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(3) Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., c. C-78).
(4) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(5) Cette somme représente l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-18		**Protection et mise en valeur de la ressource faunique**			
1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	68 391		3 118	65 164	42 223
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4 495	
TOTAL	68 391		3 118	69 659	42 223

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.

1 432		9 795					
69							
24 045			249 139				
8 533							
	7 183						
		20					
4 078		326					
987							
1 605		5 439	12 200				
17							
15 359		7 546	7 500				
							75
19							
16 634							
26 636		6 788	32 773				
3 091							
1 253							
69							
103 825	7 183	29 914	301 611				75

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats.

20 342		2 599					109
4 495							
24 837		2 599					109

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	637 907	33 667	14 140	589 991	161 138
Permanents	15 830			15 755	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				25 361	
TOTAL	**653 737**	**33 667**	**14 140**	**631 107**	**161 138** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 19 902 à l'égard de 205 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
94 749		32 493	301 611				109
8 552	7 183	20					75
25 361							
128 662	**7 183**	**32 513**	**301 611**				**184**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Aide à l'exploration minérale	1 055		
Aide à la recherche et au développement	5		
Aide aux bioénergies	2 000	2 000	
Assistance à l'industrie minérale	200		
Enfouissement des fils électriques	2 302		
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 617	82	
Fonds d'intervention stratégique régional	4 213	1 836	
Fonds pour la réalisation d'initiatives régionales et locales	1 156		
Prêts forestiers	20		
Programme Approche intégrée et régionalisée	6 788	52	
Programme d'aide au développement des technologies de l'énergie verte	167	167	
Soutien dans les milieux autochtones	8 639	65	
Autres	1 752	23	
Total du programme 1	29 914	4 224	
Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique			
Consolidation des pourvoiries	125	20	
Autres	2 483	13	
Total du programme 2	2 608	32	
Total des crédits et dépenses	**32 522**	**4 256**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
		1 055			1 055	1 065
5					5	90
					2 000	
		200			200	1 462
	2 302				2 302	1 774
	654	868		12	1 617	1 933
	1 359	1 018			4 213	3 867
10	1 106	40			1 156	1 841
				20	20	20
	6 155	580		1	6 788	6 748
					167	319
	7 947	627			8 639	8 248
95	228	1 391		16	1 752	1 633
110	19 751	5 780		49	29 914	28 999
		101			121	1 264
234	73	1 246		913	2 478	2 178
234	73	1 347		913	2 599	3 442
344	**19 824**	**7 127**		**962**	**32 513**	**32 441**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	66	66	
Capital	1 325	1 325	2 044
Intérêt	977	977	931
Support	30 154	30 145	29 466
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**32 522**	**32 513**	**32 441**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	60 538	60 538	70 909
Fonctionnement	90 273	90 273	75 078
Capital	6 697	6 697	6 236
Intérêt	7 503	7 503	8 564
Support	136 600	136 600	125 209
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**301 611**	**301 611**	**285 995**

REVENU

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011 (A)
Impôt sur le revenu et les biens			
Impôt sur le revenu des particuliers	18 979 793		17 912 373
Impôt des sociétés	3 894 323		3 639 509
	22 874 116		21 551 882
Taxes à la consommation			
Ventes	13 159 482	(1)	11 468 271
Carburants	17 380	(2)	(9 285)
Tabac	801 601		764 239
Boissons alcooliques	439 606		446 254
Pari mutuel	479		
	14 418 548		12 669 479
Droits et permis			
Autres			
Création et modification de personnes morales	11 331		11 480
Publicité légale des entreprises	42 556		43 493
Enregistrement d'abris fiscaux et d'actions accréditives	406		248
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	708		671
Droit supplétif - Mutations immobilières	(373)		467
Divers	14		10
	54 642		56 369
	54 642		56 369
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Photocopies de documents	619		267
Frais de perception	7 948		697
Perception - R.R.Q.	19 644		14 530
Recouvrements de tiers	10		107
Actes judiciaires	300		209
Frais de perception - Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	2 975		1 151
Décisions anticipées	56		84
	31 552		17 044

(A) Les revenus de l'année 2010-2011 ont été retraités pour refléter, d'une part, la réduction des revenus fiscaux des mauvaises créances afférentes, conformément à la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (L.R.Q., c. A-7.003) et, d'autre part, les virements de revenus au Fonds relatif à l'administration fiscale pour la rétribution des services de cette Agence, en vertu de cette même loi.

(1) L'augmentation s'explique principalement par les hausses du taux de taxe de 1% les 1er janvier 2011 et 2012.

(2) L'augmentation s'explique principalement par le règlement d'un litige en 2010-2011.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011 (A)
Revenus divers (suite)			
Intérêts			
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	143 214		145 180
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	195 550		197 311
Taxe à percevoir sur la vente	62 860	(3)	55 308
Taxe à percevoir sur les carburants	2 821		336
Taxe à percevoir sur le tabac	1 296		3 697
Remise en retard de biens non réclamés	933		
Divers	31		(2)
	406 707		401 831
Amendes et confiscations			
Dépôts judiciaires	1 471		(4 420)
Infractions aux lois fiscales	1 495		1 331
Pénalités	243 733	(4)	342 190
Frais - Chèques sans provision	1 695		1 698
Divers	16		11
	248 410		340 811
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures			202
Contributions volontaires	11 819		15 883
Divers	1		
	11 820		16 085
	698 489		775 771
Total des revenus autonomes	38 045 795		35 053 501
Total des revenus	**38 045 795**		**35 053 501**

(3) L'augmentation s'explique principalement par la hausse des résultats des activités de récupération fiscale relativement aux revenus d'intérêts.

(4) La diminution s'explique principalement par la baisse des résultats des activités de récupération fiscale relativement aux revenus de pénalités.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012		2011
Droits et permis			
Autres			
Hôpitaux privés et autres institutions	1 754		1 777
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Tierces responsabilités - Internes	5 699		4 712
Tierces responsabilités - Externes	854		743
Assurance-hospitalisation - Étrangers	261		4 034
Tierces responsabilités - Fonds d'assurance automobile du Québec	1 134	(1)	90 836
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	156		(6)
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	32 100	(2)	10 344
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000		30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000		22 000
Coûts des services de santé occasionnées par les accidents d'automobile	144 858	(1)	
Divers	5		7
	237 067		162 671
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	156		(6)
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	32 100	(2)	10 344
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000		30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000		22 000
Coûts des services de santé occasionnées par les accidents d'automobile	144 858	(1)	
	7 953		100 333
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	1 158	(3)	79 778
Subventions d'années antérieures	14		319
	1 171		80 096
	9 124		180 429
Total des revenus autonomes	10 878		182 206
Transferts du gouvernement fédéral			
Autres programmes			
Loi des jeunes contrevenants	36 922		36 883
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893		45 893
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 424		4 039
	90 239		86 814
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 424		4 039
Total des transferts du gouvernement fédéral	82 815		82 776
Total des revenus	**93 693**		**264 982**

(1) La variation s'explique principalement par la création du compte à fin déterminée « Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile » en 2011-2012.

(2) L'augmentation s'explique par un ajustement à la baisse des revenus effectué en 2010-2011 pour corriger une surévaluation des revenus de l'exercice 2009-2010.

(3) La diminution s'explique principalement par les ajustements effectués l'an dernier au solde du compte à payer relatif à la réforme comptable du gouvernement.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-12 — **Fonctions nationales**					
1. Direction et gestion ministérielle	105 007	2	1 965	89 142	47 914
Permanents(1)	58			58	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				925	
2. Organismes-conseils	15 273			14 770	1 216
3. Activités nationales	429 037			418 587	
Permanents(2)	419			206	
TOTAL	549 794	2	1 965	523 689	49 130

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

(2) Loi sur la santé publique (L.R.Q., c. S-2.2).

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12 — **Fonctions régionales**					
1. Agences de la santé et des services sociaux	99 292			98 509	
2. Établissements de santé et de services sociaux	13 567 264	13 127 (4)		13 471 169	
Permanents(1)	3 123 045			3 123 045 (6)	
3. Organismes communautaires et autres organismes	479 504			473 226	
4. Activités connexes	1 799 231			1 756 265	
Permanents(2)	155 841			155 841	
Permanents(3)	750 408			750 408	
Ne nécessitant pas de crédit (stocks)				562 (7)	
5. Service de la dette	1 208 961	165 031 (5)		1 038 315	
TOTAL	21 183 546	178 159		20 867 339	

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5).

(2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).

(4) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(5) Cette somme représente l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits autorisés constaté dans l'année financière 2010-2011.

(6) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

(7) Cette somme représente la consommation de stocks dans l'année financière.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
41 228					11 264		2 634
58							
925							
928		12 626			503		
1 164		417 424			10 450		
		206					212
44 303		430 256			22 217		2 846

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		98 509			783		
		13 471 169			82 969		
		3 123 045					
		473 226			6 278		
25 158		1 731 107			42 966		
		155 841					
		750 408					
		562					
		1 038 315			5 615		
25 158		20 842 182			138 610		

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-12	**Office des personnes handicapées du Québec**				
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	13 108		87	12 526	8 460
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				143	
TOTAL	13 108		87	12 669	8 460
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-12	**Régie de l'assurance maladie du Québec**				
1. Services médicaux					
Permanents(1)	5 176 363			5 176 363	
2. Services optométriques					
Permanents(1)	45 057			44 774	
3. Services dentaires					
Permanents(1)	144 840			137 133	
4 Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents(1)	2 257 506			2 257 506	
5. Autres services					
Permanents(1)	175 966			175 966	
6. Administration					
Permanents(1)	145 927			145 927	
TOTAL	7 945 660			7 937 670 (2)	

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5).

(2) Cette somme inclut des dépenses de 3 123 045 financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.							
3 081		985			53	360	82
143							
3 224		985			53	360	82
Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.							
		5 176 363					
		44 774					282
		[illegible]37 133					7 707
		2 257 506					
		175 966					
		145 927					
		7 937 670					7 989

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	17 716 678	178 160	2 053	17 372 509	57 590
Permanents	11 975 430			11 967 229	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 069	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				562	
TOTAL	**29 692 108**	**178 160**	**2 053**	**29 341 368**	**57 590** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 754 à l'égard de 83 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
71 558		17 243 361			160 880	360	2 716
58		11 967 171					8 201
1 069							
		562					
72 685		**29 211 094**			**160 880**	**360**	**10 918**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales			
Contribution gouvernementale au Fonds de l'assurance médicaments	193 000		
Programme d'intervention - Hépatite C	1 222		20
Services hospitaliers hors Québec	194 007		
Autres	52 763	95	2 513
Total du programme 1	440 992	95	2 533
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	105 382	4 200	86 527
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	99 646		99 396
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	750 408		750 408
Fonctionnement			
Agences de la santé et des services sociaux	99 292		98 509
Établissements privés	488 365	548	487 054
Établissements publics	16 002 328	32 563	15 810 183
Loyer CHQ - Établissements du réseau	144 511		144 510
Santé publique	81 945		78 938
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	218 155		218 155
Organismes communautaires	479 504	275	796
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	63 566	54 398	
Régime de retraite du personnel d'encadrement	155 841		155 841
Rémunération des internes et résidents	215 126		213 356
Ressources de type familial	234 135		234 107
Service de la dette	825 774		818 968
Système du sang	353 817		309 076
Transporteurs ambulanciers	396 775	310 334	
Autres	265 658	4 345	141 620
Total du programme 2	20 980 230	406 662	19 647 444
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	985		
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	161 156		
Bourses d'études et de recherche	14 811		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	145 927		
Services dentaires	144 840		
Services médicaux	5 176 363		
Services optométriques	45 057		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 257 506		
Total du programme 4	7 945 660		
Total des crédits et dépenses	**29 367 867**	**406 757**	**19 649 977**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
				193 000	193 000	158 300
			202	1 000	1 222	2 879
			185 621		185 621	175 627
284	25	21 786	153	25 558	50 414	41 593
284	25	21 786	185 975	219 558	430 256	378 399
					90 727	96 750
					99 396	99 107
					750 408	787 267
					98 509	101 515
					487 602	476 956
2 254	394	20 173	158	54 407	15 920 132	15 743 669
					144 510	141 402
		1 152		1 029	81 120	77 541
					218 155	181 905
74	815	471 267			473 226	455 429
		85		9 083	63 566	60 068
					155 841	150 737
					213 356	185 235
23		5			234 135	230 413
		1 191			820 159	760 166
		456		36 456	345 988	345 240
				86 441	396 775	374 157
5 897		38 957		57 757	248 575	249 515
8 248	1 209	533 286	158	245 174	20 842 182	20 517 073
31		955			985	957
			161 156		161 156	147 432
				14 811	14 811	14 861
				145 927	145 927	131 629
				137 133	137 133	135 056
				5 176 363	5 176 363	4 799 443
				44 774	44 774	41 018
			1 715 705	541 802	2 257 506	2 206 789
			1 876 860	6 060 810	7 937 670	7 476 228
8 562	**1 234**	**556 027**	**2 062 994**	**6 525 542**	**29 211 094**	**28 372 657**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	19 190 444	19 122 944	18 250 959
Fonctionnement	5 996 117	5 939 275	6 158 318
Capital	764 400	764 400	668 386
Intérêt	308 359	302 744	293 890
Support	3 108 548	3 081 730	3 001 104
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**29 367 867**	**29 211 094**	**28 372 657**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	22 182	21 980
Production industrielle de boissons	740	657
	22 922	22 637
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 742	4 368
Appareils d'amusement	2 131	2 399
Bingo	1 432	1 510
Loteries	3 451	2 735
Divers	25	24
	11 780	11 035
Autres		
Études de dossiers	840	935
Agences d'investigation ou de sécurité		355
Organisation - Spectacles sportifs de combat	360	347
Permis d'explosifs	480	370
Divers	27	35
	1 707	2 042
	36 410	35 714
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	577	482
Location de chambres et pension	2 486	3 089
Conciliation et enquête - Déontologie policière	918	971
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 720	380
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	4 687	4 628
Divers	47	42
	13 436	12 592
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 720	380
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	4 687	4 628
	4 028	4 584
Intérêts		
Divers	36	24
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent - Drogue et stupéfiants	1 580	667
Divers	17	19
	1 597	686

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 531	7 499
Subventions d'années antérieures	159	113
Recouvrement - Services policiers - CARRA	470	625
Divers	2	4
	2 162	8 241
	7 824	13 535
Total des revenus autonomes	44 234	49 248
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière - Catastrophes	17 632 (1)	
Administration de la Loi sur les armes à feu	5 518	21
Financement du programme conjoint de protection civile	872	1 163
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	50 392 (2)	2 990
	74 414	4 174
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Administration de la Loi sur les armes à feu	5 518	21
Financement du programme conjoint de protection civile	872	1 163
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	50 392 (2)	2 990
Total des transferts du gouvernement fédéral	17 632	
Total des revenus	**61 865**	**49 248**

(1) L'augmentation s'explique principalement par les réclamations effectuées en vertu des Accords d'aide financière en cas de catastrophe pour des sinistres survenus sur la Côte-Nord en 2005 et à Rivière-aux-Renards en 2007.

(2) L'augmentation s'explique principalement par les réclamations effectuées en vertu des Accords d'aide financière en cas de catastrophe pour les innondations survenues en 2010-2011 en Gaspésie et en 2011-2012 en Montérégie.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 — Sécurité, prévention et gestion interne Sommaire : page 1-28					
1. Direction et services supports à la gestion	57 344			57 344	16 224
Permanents(1)	10			10	
2. Services correctionnels	293 081	1		293 079	223 836
3. Expertises judiciaires	7 360			7 360	5 982
4. Affaires policières et sécurité-protection	56 515	2		56 512	21 859
5. Sécurité civile et sécurité incendie	14 791	1		14 790	10 782
Permanents(2)	51 482			51 482	3 943
6. Éléments de gestion centrale	125 316		6 521	118 795	29 255
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				3 667	
TOTAL	605 899	4	6 521	603 039	311 881

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., S-2.3).

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 — Sûreté du Québec Sommaire : page 1-28					
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	408 572	9	18	408 001	208 344
Permanents(1)	1 578			1 578	1 578
2. Gestion interne et soutien	231 058		13 089	216 245	44 431
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				12 177	
TOTAL	641 208	9	13 107	638 001	254 353

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (L.R.Q., c. C-52.2).

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
2 574		38 546					
10							
69 045		198					
1 378							
7 067		27 587					
2 332		1 676					1
2 619		44 921					
89 540							
3 667							
178 230		112 928					1

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
15 998			183 658		419	114	11
86 771			85 043			185	1 538
12 177							
114 947			268 701		419	300	1 549

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-28		**Organismes relevant du ministre**			
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	14 071	7	346	13 718	10 762
Permanents(1)	31			21	
Permanents(2)	3				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				178	
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 029			4 029	2 643
3. Bureau du coroner	6 819		7	6 812	3 033
4. Commissaire à la déontologie policière	3 107			3 107	2 653
5. Comité de déontologie policière	1 777			1 776	1 205
6. Commissaire à la lutte contre la corruption	2 628	1	180	2 447	1 219
TOTAL	32 464	8	533	32 087	21 515

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 226 467	22	20 161	1 204 015	582 228
Permanents	53 104			53 090	5 520
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				16 022	
TOTAL	**1 279 571**	**22**	**20 161**	**1 273 127**	**587 749** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 58 761 à l'égard de 650 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
2 956							
	21						10
							3
178							
1 366							
3 779							
453							
571							
1 228							
10 551	21						14

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
285 078		68 007	268 701		419	300	1 551
2 628	21	44 921					14
16 022							
303 726	**21**	**112 928**	**268 701**		**419**	**300**	**1 565**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	83		
Formation des policiers et des pompiers	7 101		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	5 840		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	26 680		
Schémas de couverture de risques d'incendie	620		
Sécurité civile	45 096	1 196	
Services policiers en milieu autochtone	26 346		
Autres	1 163		
Total du programme 1	112 929	1 196	
Total des crédits et dépenses	**112 929**	**1 196**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
	17	66			83	5 659
				7 101	7 101	7 101
	5 808			32	5 839	4 636
	26 505	142		33	26 680	27 572
	620				620	670
	11 897	999	30 800	205	45 096	12 977
	26 346				26 346	26 880
3	686	475			1 163	970
3	71 878	1 681	30 800	7 370	112 928	86 465
3	**71 878**	**1 681**	**30 800**	**7 370**	**112 928**	**86 465**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	7 101	7 101	7 151
Capital	601	601	586
Support	105 227	105 226	78 729
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**112 929**	**112 928**	**86 465**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	213 997	213 524	188 777
Fonctionnement	50 036	50 031	46 904
Capital	5 164	5 146	5 113
Intérêt	123		
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**269 320**	**268 701**	**240 794**

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18	**Promotion et développement du tourisme**				
1. Tourisme Québec	62 578			62 578	
Permanents(1)	10			10	
2. Société du Centre des congrès de Québec	14 586			14 586	
3. Société du Palais des congrès de Montréal	44 238			44 238	
4. Régie des installations olympiques	21 244			21 244	
TOTAL	142 655			142 655	

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Votés	142 645			142 645	
Permanents	10			10	
TOTAL	**142 655**			**142 655**	

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à favoriser, dans une perspective de développement durable, l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre touristique québécoise, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et en exploitant des installations publiques à caractère touristique dans le but d'accroître les recettes touristiques du Québec.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
			62 578				
			10				
		14 586					
		44 238					
		21 244					
		80 067	62 587				

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		80 067	62 578				
			10				
		80 067	**62 587**				

TOURISME

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	21 244		
Société du Centre des congrès de Québec	14 586		
Société du Palais des congrès de Montréal	44 238		
Total du programme 1	80 067		
Total des crédits et dépenses	**80 067**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
				21 244	21 244	20 431
				14 586	14 586	15 043
				44 238	44 238	43 098
				80 067	80 067	78 571
				80 067	**80 067**	**78 571**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	28 276	28 276	28 390
Fonctionnement	18 876	18 876	20 151
Capital	16 655	16 655	13 497
Intérêt	16 260	16 260	16 532
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**80 067**	**80 067**	**78 571**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	17 187	17 187	15 753
Fonctionnement	9 847	9 847	13 371
Capital	773	773	200
Intérêt	297	297	286
Support	34 484	34 484	32 184
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**62 587**	**62 587**	**61 794**

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - Droits	33 805	34 998
Transport commercial public	789	771
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A1	2 225	2 185
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A2	2 345	2 068
Frais d'inscription et renouvellement - Intermédiaires en services de transport	78	83
	39 242	40 105
Autres		
Transfert de permis	593	559
Divers		4
	593	563
	39 835	40 668
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	1 014	1 044
Terrains et bâtisses	(4 199)	7 759
Location de terrains et bâtisses	295	1 536
Frais de publication - Demandes de permis	116	134
Chemin de fer Québec central	69	86
Analyse en laboratoire	123	80
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 904	674
Divers	76	113
	(602)	11 425
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 904	674
	(2 505)	10 751
Intérêts		
Divers	4	34
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	184	32
Alcofrein	826	957
Divers	2	2
	1 012	991
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 581	7 024
Subventions d'années antérieures	2 045	1 496
Divers	(40)	
	7 586	8 520
	6 097	20 296
Total des revenus autonomes	45 932	60 965

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	141	152
Aménagement d'aéroports	201	201
Programme d'infrastructures	3 804	2 809
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	947	97
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	(562)	(110)
Financement des infrastructures ferroviaires	3 999	3 949
	8 529	7 097
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Programme d'infrastructures	3 804	2 809
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	947	97
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	(562)	(110)
Financement des infrastructures ferroviaires	3 999	3 949
Total des transferts du gouvernement fédéral	342	353
Total des revenus	**46 274**	**61 318**

TRANSPORTS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18 — **Infrastructures et systèmes de transport**					
1. Transport terrestre	608 633	1	6 686	522 315	52 868
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				2 292	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				3 586 (1)	
2. Transport maritime	93 163		188	91 113	807
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				146	
3. Transport aérien	65 696		23 281	13 376	658
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				4 006	
4. Commission des transports du Québec	15 270		2 937	10 703	7 903
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 275	
TOTAL	782 762	1	33 093	648 811	62 235

(1) Cette somme représente la consommation de stocks dans l'année financière.

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-18 — **Administration et services corporatifs**					
1. Direction	9 021		11	8 540	7 310
Permanents(1)	19			19	
2. Services corporatifs	67 609		5 352	55 061	41 810
Permanents(2)	140			52	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				17 722	
3. Planification, recherche et développement	16 987		7	14 357	9 426
TOTAL	93 776		5 371	95 751	58 546

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS — Suspension du droit d'engager	CRÉDITS NON UTILISÉS — Reports	CRÉDITS NON UTILISÉS — Autres

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport, à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relative aux systèmes de transport des personnes et des marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
317 492		151 675	280		45 947	12 841	20 844
2 292							
3 586 [(1)]							
144		90 161			4		1 858
146							
4 644		8 074			503		28 536
4 006							
2 800					388	355	887
1 275							
336 385		249 910	280		46 842	13 196	52 125

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
909		321			38	164	268
19							
13 250					2 884	1 394	2 919
	52						88
17 722							
3 892		1 040			849	891	883
35 792	52	1 361			3 770	2 449	4 158

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 (a) Sommaire : page 1-18		**Promotion et développement de la Capitale-Nationale**			
1. Bureau de la Capitale-Nationale	44 096	302		43 078	1 398
Permanents(1)	91				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				7	
2. Commission de la capitale nationale du Québec	18 488			18 342	
TOTAL	62 674	302		61 427	1 398

(1) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

(a) Le ministre responsable de la Capitale-Nationale assume la responsabilité de ce programme. Le 7 septembre 2011, ce dernier est devenu également ministre du Développement économique de l'Innovation et de l'Exportation. Toutefois, ce programme est demeuré pour fin de présentation dans le présent portefeuille jusqu'au 31 mars 2012.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	938 963	303	38 463	776 884	122 179
Permanents	250			71	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				25 448	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				3 586	
TOTAL	**939 213**	**303**	**38 463**	**805 989**	**122 179** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 810 à l'égard de 118 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

380		38 342	2 959			163	552
							91
7							
		18 342					146
387		56 684	2 959			163	789

343 512		307 955	3 239		50 612	15 808	56 892
19	52						179
25 448							
3 586							
372 564	**52**	**307 955**	**3 239**		**50 612**	**15 808**	**57 071**

TRANSPORTS

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 459		
Aide financière au réseau routier local	37 818		
Entretien du réseau routier	1 268	25	
Société des traversiers du Québec	85 300		
Transport aérien	8 074	1 824	
Transport en commun: transport adapté aux personnes handicapées	88 741		
Transport ferroviaire	1 894	1 894	
Transport maritime	4 862		
Transport terrestre	13 501	2 609	
Total du programme 1	249 915	6 352	
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement liée aux transports	1 700	10	
Autres	400		
Total du programme 2	2 100	10	
Programme 3 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	24 700		
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	5 897		
Commission de la capitale nationale du Québec	18 488		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 794	125	
Politique nationale de la ruralité	1 951		
Total du programme 3	56 830	125	
Total des crédits et dépenses	**308 845**	**6 487**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
			8 454		8 454	9 672
	37 818				37 818	38 258
	1 243				1 268	1 333
				85 300	85 300	82 348
	5 115	262	873		8 074	8 539
	85 056		3 684		88 741	93 305
					1 894	8 534
5	4 578	278			4 862	7 234
	7 390	2 502		1 000	13 501	24 722
5	141 200	3 043	13 011	86 300	249 910	273 947
637		390		3	1 040	1 178
		321			321	360
637		711		3	1 361	1 538
	19 700			5 000	24 700	24 800
	5 897				5 897	5 897
				18 342	18 342	18 427
2	1 074	4 593			5 794	5 914
	1 951				1 951	1 947
2	28 621	4 593		23 342	56 684	56 985
644	**169 821**	**8 346**	**13 011**	**109 645**	**307 955**	**332 470**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	30 021	30 021	29 770
Fonctionnement	46 210	46 210	42 357
Capital	17 996	17 991	26 880
Intérêt	6 533	6 533	6 606
Support	208 086	207 200	226 857
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**308 845**	**307 955**	**332 470**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Fonctionnement	280	280	280
Support	2 959	2 959	2 959
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 239**	**3 239**	**3 239**

TRAVAIL

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	23	
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 400	2 503
Divers	8	9
	2 431	2 512
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée pour :		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	23	
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 400	2 503
	8	9
Recouvrements		
Divers	34	16
	42	25
Total des revenus autonomes	42	25
Total des revenus	**42**	**25**

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-28		**Travail**			
1. Relations du travail	25 149			23 089	8 834
Permanents(1)	10			10	
Permanents(2)	1				
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				249	
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	289			279	181
3. Commission de l'équité salariale	7 349		34	6 834	4 596
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				56	
4. Conseil des services essentiels					
Permanents(2)	1 (4)				
Permanents(3)	2 855 (4)			1 492	982
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				7	
5. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 675			7 675	
TOTAL	43 328		34	39 690	14 594

(1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
(3) Code du travail (L.R.Q., c. C-27).
(4) Le Conseil des services essentiels a été aboli et ses activités ont été transférées à la Commission des relations de travail le 1er octobre 2011.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Votés	40 462		34	37 877	13 611
Permanents	2 866			1 501	982
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				311	
TOTAL	**43 328**		**34**	**39 690**	**14 594** (1)

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 2 560 à l'égard de 18 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

					CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

4 847		9 408			216		1 844
10							
							1
249							
98					10		
2 238					248	117	116
56							
							1
509							1 363
7							
		7 675					
8 013		17 083			473	117	3 325

7 183		17 083			473	117	1 960
519							1 364
311							
8 013		**17 083**			**473**	**117**	**3 325**

TRAVAIL

TRANSFERT - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Travail			
Commission des relations du travail	7 675		
Lutte contre la criminalité dans l'industrie de la construction	2 000		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	7 114		
Autres	295		
Total du programme 1	17 083		
Total des crédits et dépenses	**17 083**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2012	2011
				7 675	7 675	6 863
				2 000	2 000	2 000
				7 114	7 114	6 318
23	1	271		1	295	299
23	1	271		16 789	17 083	15 480
23	**1**	**271**		**16 789**	**17 083**	**15 480**

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2012	2011
Rémunération	13 155	13 155	13 893
Fonctionnement	3 633	3 633	1 289
Support	295	295	299
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**17 083**	**17 083**	**15 480**

Section 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX ET LES FONDS D'AMORTISSEMENT

SECTION 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX ET LES FONDS D'AMORTISSEMENT

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Sommaire des états financiers des fonds spéciaux
et des fonds d'amortissement 3-2

ARRONDISSEMENTS

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ET DES FONDS D'AMORTISSEMENT (1)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

		2012
		Revenus
	Fonds spéciaux dont les opérations sont exclues de celles du fonds consolidé du revenu (2)	
1	Bureau de décision et de révision (Fonds du)	2 006
2	Commission des lésions professionnelles (Fonds de la)	59 626
3	Commission des relations de travail (Fonds de la)	15 967
4	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 868
5	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	14 784
6	Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	
7	Fonds d'information foncière	
8	Fonds d'information géographique	
9	Fonds d'information sur le territoire	139 969
10	Fonds de développement du marché du travail	1 083 954
11	Fonds de développement régional	53 181
12	Fonds de financement	989 353
13	Fonds de financement des établissements de santé et des services sociaux	609 200
14	Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 635
15	Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu	
16	Fonds de gestion de l'équipement roulant	108 436
17	Fonds de la sécurité routière	8 158
18	Fonds de partenariat touristique	134 294
19	Fonds de perception	
20	Fonds de soutien aux proches aidants	15 042
21	Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	
22	Fonds des registres du ministère de la Justice	29 055
23	Fonds des réseaux de transport terrestre	2 897 846
24	Fonds des ressources naturelles	449 654
25	Fonds des services de police	531 782
26	Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	
27	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	18 744
28	Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	
29	Fonds du centre financier de Montréal	1 206
30	Fonds du développement économique	432 954
31	Fonds du patrimoine culturel québécois	10 262
32	Fonds du patrimoine minier	
33	Fonds du Plan Nord	29 000
34	Fonds du service aérien gouvernemental	
35	Fonds forestier	
36	Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	13 000
37	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 001
38	Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 041
39	Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	70 541
40	Fonds québécois d'initatives sociales	23 726
41	Fonds relatif à certains sinistres	13 529
42	Fonds relatif à l'administration fiscale	800 575
43	Fonds relatif à la tempête de verglas	
44	Fonds vert	337 693
45	Tribunal administratif du Québec (Fonds du)	30 775
	Total fonds spéciaux dont les opérations sont exclues de celles du fonds consolidé du revenu	8 987 857
	Élimination des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux non intégrés au fonds consolidé du revenu	(769 888)
	Total fonds spéciaux dont les opérations sont exclues de celles du fonds consolidé du revenu après éliminations	8 217 969

(A) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de les rendre comparables à la structure de présentation adoptée en 2012.

(1) Les données financières présentées dans cette section correspondent à celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés du gouvernement. Ces données peuvent présenter, dans certains cas, des écarts non significatifs avec celles des états financiers définitifs de ces fonds, en raison de la production tardive de cette dernière version.

(2) Les états financiers du Fonds des générations sont présentés à la note 10 des états financiers consolidés du gouvernement (section 2 du volume 1 des Comptes publics 2011-2012); le sommaire des états financiers du Fonds est présenté à l'annexe 9 du même document.

(3) Conformément à la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (L.R.Q. c.A-7.003), les activités de ces fonds ont été transférées à cette Agence.

(4) Ce fonds a été dissout le 1er avril 2011 par le décret 953-2011.

	2012					2011 [A]	
	Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds	
	1 567	439	3 984	490	3 494	3 056	1
	57 529	2 097	24 435	22 118	2 317	219	2
	15 349	618	11 894	5 692	6 202	5 584	3
	24 218	(350)	2 126	218	1 908	2 257	4
	16 574	(1 790)	35 385	507	34 878	36 669	5
						(5)	6
						(5)	7
						(5)	8
	102 616	37 353	653 334	24 397	628 937	591 583 (5)	9
	1 076 034	7 920	124 245	83 424	40 821	32 900	10
	53 181		47 402	47 402			11
	948 302	41 051	25 708 226	25 398 467	309 759	268 708	12
	609 210	(10)	1 476 200	1 475 907	293	303	13
	4 505	130	1 2[illegible]2	247	965	836	14
						(3)	15
	106 080	2 356	196 167	189 599	6 568	4 212	16
	5 113	3 045	13 194	6 173	7 021	3 976	17
	133 805	489	39 344	24 296	15 048	14 558	18
						(3)	19
	14 880	162	7 908		7 908	7 746	20
						(3)	21
	20 534	8 521	80 296	6 366	73 930	65 410	22
	2 430 955	466 891	20 886 344	19 782 694	1 103 650	636 760	23
	418 320	31 334	176 314	116 838	59 476	28 141 (5)	24
	531 782		129 513	129 513			25
						(4)	26
							27
	18 744		71 389	71 389			
						(3)	28
	1 120	86	3 767		3 767	3 681	29
	408 699	24 255	2 746 456	2 662 019	84 437		30
	12 617	(2 355)	26 834	1 999	24 835	27 190	31
						(5)	32
		29 000	29 000		29 000		33
						(5)	34
						(5)	35
		13 000	13 000		13 000		36
	20 000	1	14		14	13	37
	15 000	41	7 566		7 566	7 526	38
	54 211	16 330	162 102	25 531	136 571	120 241	39
	16 780	6 946	16 586	8 066	8 520	1 573	40
	13 529		70 577	70 577		(5)	41
	800 575		7 765	7 765			42
						(5)	43
	351 593	(13 900)	837 845	304 068	533 777	547 677	44
	31 522	(747)	20 714	17 184	3 530	4 277	45
	8 314 944	672 913	53 631 138	50 482 946	3 148 192	2 415 096	
	(769 888)		(17 299 477)	(17 299 477)			
	7 545 056	672 913	36 331 661	33 183 469	3 148 192	2 415 096	

(5) La loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds (L.Q., 2011, c.16) a entraîné la réorganisation de plusieurs fonds :

- Le Fonds d'information foncière et le Fonds d'information géographique ont été intégrés au nouveau Fonds d'information sur le territoire;
- Les activités du Fonds du patrimoine minier et du Fonds forestier, ainsi que celles de l'Agence de l'efficacité énergétique, ont été transférées dans le nouveau Fonds des ressources naturelles;
- Les activités du Fonds des services aériens ont été transférées au Centre de services partagés;
- Le Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées et le Fonds relatif à la tempête de verglas ont été intégrés au nouveau Fonds relatif à certains sinistres.

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ET DES FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

		2012
		Revenus
	Fonds spéciaux et fonds d'amortissement dont les opérations sont incluses dans celles du fonds consolidé du revenu :	
1	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement	452 531
2	Fonds d'amortissement des régimes de retraite	2 087 436
3	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	3 945
4	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	2 502
5	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	7 021
6	Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	11 041
7	Fonds d'amortissement constitué pour et à l'acquit de municipalités	1 723
8	Fonds des congés de maladie accumulés	42 325
9	Fonds des services de santé	8 779
10	Fonds du régime de rentes de survivants	22 268
	Total fonds spéciaux et fonds d'amortissement dont les opérations sont incluses dans celles du fonds consolidé du revenu	2 639 571

	2012				2011	
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds	
572	451 959	6 171 097		6 171 097	5 625 755	1
	2 087 436	45 352 373		45 352 373	42 264 937	2
						3
2	3 943	56 838		56 838	61 251	
						4
284	2 218	50 366	281	50 085	58 374	
						5
2 567	4 454	98 830	2 563	96 267	121 335	
						6
8 562	2 479	64 902	8 559	56 343	63 684	
117	1 606	41 292	116	41 176	38 679	7
	42 325	746 479		746 479	699 524	8
8 779		580	580			9
	22 268	449 357		449 357	448 146	10
20 883	2 618 688	53 032 114	12 099	53 020 015	49 381 685	

Les *Comptes publics 2011-2012* présentent la situation financière du gouvernement du Québec et ses résultats de fonctionnement.

Volume 2

Le volume 2 est publié en trois sections. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé, ainsi que de celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec et qui proviennent de ces mêmes fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires de l'Administration gouvernementale, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne. De plus, les deux premières sections rendent également compte des revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux et les fonds d'amortissement.

Finances et Économie
Québec